

Double Réponse a MM.Mun et Paul Deschanel.
Guesde
1900

BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

DOUBLE RÉPONSE

à MM. de Mun et Paul Deschanel

PAR

JULES GUESDE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séances des 15 et 24 juin 1896

PRIX : 25 CENTIMES

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(Librairie GEORGES BELLAIS)
17, RUE CUJAS
—
1900

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION

17, rue Cujas, PARIS

BIBLIOTHÈQUES SOCIALISTES A PRIX FIXES[1]

Pour un prix global très avantageux, la *Société nouvelle de librairie et d'édition* a réussi à constituer des **Bibliothèques socialistes à prix fixes**. Ces bibliothèques, qui ne réunissent que des travaux de valeur, œuvres des auteurs les plus compétents, forment un tout et offrent chacune, à des degrés divers, à la fois une vue générale et des renseignements précis sur le socialisme. Ces bibliothèques se recommandent à tous les groupes et à tous les citoyens désireux de connaître l'ensemble de l'histoire, de la doctrine, des partis socialistes.

Bibliothèque à 6 francs

K. Marx et F. Engels. — *Manifeste du parti communiste.*
A. Schaeffle. — *La quintessence du socialisme.*
Programme du parti ouvrier, par Jules Guesde et Paul Lafargue.
Programme agricole, commenté par P. Lafargue.
Jules Guesde. — *Le collectivisme,* conférence de Bruxelles.
J. Allemane. — *Programme législatif.*
J. Allemane. — *Programme municipal.*
A. Millerand. — *La plateforme électorale.*
Compère Morel. — *La vérité aux paysans.*
Ch. Baggio. — *Catéchisme de l'ouvrier.*
E. Milhaud. — *Le congrès socialiste de Stuttgart.*
Jean Jaurès. — *L'unité socialiste.*
Jean Jaurès. — *Action socialiste* (1re série), fort vol. in-16.
E. Bellamy. — *Cent ans après ou en l'an 2000.*
Trois mois du *Mouvement socialiste*, année 1899.

1. Ajouter 0 fr. 60 pour le port.

BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

DOUBLE RÉPONSE

à MM. de Mun et Paul Deschanel

PAR

JULES GUESDE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séances des 15 et 24 juin 1896

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(*Librairie GEORGES BELLAIS*)
17, RUE CUJAS

1900

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

15 ET 24 JUIN 1896

SÉANCE DU 15 JUIN

Jules Guesde. — La Chambre m'accuserait de me dérober si je n'acceptais pas le tour de parole que vient de me céder le citoyen et ami Lavy.

J'ai été mis, ou plutôt le parti de la révolution sociale, comme nous a appelés M. de Mun, a été mis en cause à propos d'une loi protectrice du travail des femmes et des enfants, alors que l'interpellateur, M. de Mun lui-même, a été obligé de constater que, dans les mesures visant cette protection, indispensable pour lui comme pour nous, il y avait plutôt solidarité d'opinions qu'antagonisme.

M. de Mun est venu ici faire, aux applaudissements de cette majorité républicaine qu'il a combattue autrefois... *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions au centre.)*

Gustave Rouanet. — Oui, messieurs du centre, c'est votre chef ! *(Bruit.)*

Jules Guesde. — ... le procès à une doctrine que l'on tend de plus en plus à mettre hors la loi.

Je regrette pour lui les applaudissements venus du centre, et je regrette pour le centre les applaudissements qu'il a dû donner à M. de Mun (*Interruptions au centre*), parce que, ici et là, des deux côtés, vous êtes obligés,

et vous l'avouez devant le pays, d'abandonner ce qui vous séparait et ce qui devrait encore vous séparer, pour former contre nous une coalition que vous ne sauriez expliquer. *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Mouvements divers.)*

Pour essayer de la justifier, M. de Mun a été obligé de dénaturer non seulement notre propagande dans le pays, mais les paroles mêmes que j'ai apportées à cette tribune il y a quelques instants. M. de Mun a dû me transformer en antiréformiste, — alors que tout ce que j'ai dit, il y a une heure, était contradictoire avec les idées qu'il me prête, — prétendant que j'avais condamné toute réforme, que j'avais exclu la possibilité pour l'ordre actuel d'améliorer dans une certaine mesure les conditions du travail pour la femme ouvrière et pour l'enfant.

Or, je n'accepte pas cette accusation-là. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Je dis qu'elle est toute gratuite. Je dis que si en France on s'occupe du travail, que si l'on cherche à faire intervenir des lois de protection dans l'atelier, c'est grâce au parti ouvrier, au parti socialiste, à l'agitation collectiviste que nous avons portée depuis quelques années d'un bout à l'autre du pays. *(Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.)*

Alors, je ne comprends pas, monsieur de Mun, la confusion que vous avez essayé d'établir, pour recueillir les applaudissements de la majorité, entre la société nouvelle, qui n'est pas du ressort parlementaire, et les réformes immédiates, que non seulement la Chambre peut faire, mais qu'elle nous doit.

Il n'existe pas un programme socialiste qui ne soit doublé de réformes, que nous exigeons, non pas pour demain, mais pour aujourd'hui même.

Cette législation industrielle dont on essaye de se faire une arme contre nous, mais elle est sortie, article par article, de tous les congrès ouvriers socialistes tenus en France et ailleurs depuis et avant la Commune.

Tout à l'heure, vous invoquiez la conférence internationale de Berlin. Et à qui en faisiez-vous hommage ? A l'empereur allemand, alors que vous ne pouvez pas ignorer qu'elle n'est pas d'initiative impériale, qu'elle a été imposée à Guillaume par les progrès irrésistibles, par la poussée victorieuse de la démocratie socialiste, c'est-à-dire des collectivistes d'outre-Vosges. *(Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)*

Cette conférence n'a rien à voir avec les partis réactionnaires dont vous êtes et que vous représentez ici. C'est notre œuvre à nous, le premier aboutissant de longs efforts, qui nous ont donné, ce jour-là, la mesure de la puissance déjà acquise par le prolétariat organisé de la vieille Europe.

Si vous aviez été, comme vous le prétendez, vous et les vôtres, les vrais pères d'une législation protectrice du travail, est-ce que vous auriez attendu l'apparition du collectivisme, la constitution des prolétaires en parti politique de classe pour aborder cette réforme ? Non ! le passé vous appartenait ; il était à vous tout entier et à vous seul. Qu'en avez-vous fait, messieurs les chrétiens ? Dix-huit siècles, vous avez été les maîtres du monde ; vous l'avez dominé dans son cerveau et dans sa puissance politique. Votre pape a marché sur la tête des rois et des empereurs. Dix-huit siècles, vous avez pu pétrir l'humanité à votre guise ; et loin de l'avoir affranchie, vous n'avez même pas su lui créer un abri contre les crises fatales qui l'attendaient, la préparer à cette transformation industrielle qui s'opère depuis un siècle et devait être, pour le plus grand nombre, si douloureuse et si meurtrière. C'est les mains vides que vous vous présentez. *(Applaudissements à l'extrême gauche)*.

Vous êtes le parti de l'impuissance ! l'histoire tout entière le crie...

M. Lemire. — Et le treizième siècle ?

Jules Guesde. — ... Et lorsque vous reparaissez de temps à autre, ce n'est pas du côté des ouvriers décidés à se sauver eux-mêmes, c'est contre eux que vous intervenez !

Et bien ! je suis satisfait pour ma part que, pour la première fois que vous prenez la parole dans cette législature, ce soit contre nous ; que vous opériez votre rentrée, non pas pour le prolétariat souffrant et militant, mais contre lui *(Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche. — Réclamations à droite)*, et que vous veniez, contre nous, lui affirmer que l'ordre social d'aujourd'hui, que vous avez combattu vous et les vôtres pendant si longtemps au nom de l'ancien régime, que cet ordre capitaliste est éternel, qu'il ne peut pas être modifié, qu'annoncer seulement qu'il est une période, une étape

dans l'évolution humaine, constitue un crime ; — car vous nous avez fait un véritable crime de nous en prendre au régime lui-même et de proclamer l'irresponsabilité absolue des individus. Et, après cela, vous avez essayé de mettre sur notre dos, à notre charge, les révoltes individuelles et les explosions qui peuvent se produire.

Pourtant, il n'y a que deux responsabilités, entre lesquelles il faut choisir : ou la responsabilité du régime, ou la responsabilité des individus. Nous sommes, nous, pour la responsabilité du régime, ce qui décharge d'autant les individus et leur crée, dans leur personne, un maximum de sécurité jusqu'au jour d'une transformation qui ne touchera qu'à leurs biens. *(Mouvements divers.)*

Que vous le vouliez ou non, du moment qu'à la responsabilité du régime — que vous refusez d'admettre — vous substituez la responsabilité des individus, vous ouvrez le recours à l'action, à la justice individuelle ; c'est-à-dire que si je voulais, à votre suite, entrer dans la voie des procès de tendance, si je voulais retourner contre vous les républicains du centre qui vous applaudissaient tout à l'heure, je serais autorisé à vous accoler aux tenants de l'anarchisme, à rattacher vos doctrines à la propagande par le fait. *(Rires ironiques à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.)*

Ce n'est pas la volonté de M. de Mun que j'incrimine, ce sont les conséquences de ses théories, qui concluent à une solution de même nature pour la question sociale et pour le problème politique.

Pour M. de Mun et ses coréligionnaires de la droite, la solution du problème politique, c'était un bon roi. Inutile, une Constitution ; inutiles, les Droits de l'homme ! les droits de Dieu, incarnés dans un souverain de droit divin, suffisaient. *(Applaudissements à l'extrême gauche.)*

M. La Rochefoucauld, duc de Doudeauville. — C'était une bonne chose !

Jules Guesde. — Le bon roi était la vraie, l'unique solution gouvernementale. Vous l'avouez, et je ne puis que prendre acte de votre aveu.

Et de même aujourd'hui la solution du problème social c'est, pour vous, le bon patron. C'est là le fond, l'essence de ce qu'on a pu appeler le socialisme chrétien. Seulement vous ne paraissez pas vous douter que le bon patron a un

corollaire, un envers, le mauvais patron, et qu'à celui-là, que vous proclamez responsable, l'ouvrier va pouvoir, que dis-je ? va devoir demander compte de ce que M. de Mun dénonçait comme les abus du régime capitaliste.

Et voilà immédiatement et nécessairement la guerre allumée ; voilà les prolétaires se dressant devant leur employeur qu'ils jugent, et lui disant : « Tu n'es pas le bon patron que nous ont promis les socialistes chrétiens *(Applaudissements à l'extrême gauche)*; tu es le mauvais patron, d'autant plus responsable que tu étais libre, qu'il n'existe pas de fatalités économiques pesant sur toi et te faisant violence, et que si nous avons faim, si nos femmes souffrent et nos enfants, c'est toi qui l'as voulu, qui es l'auteur de tous nos maux. » De là à frapper, à se faire justice soi-même, il n'y a qu'un pas.

Voilà cependant où vous, les hommes d'ordre, vous entraînez, vous acculez l'esprit et le bras ouvriers.

J'ai dit non seulement aujourd'hui, mais toujours, non seulement ici mais partout, que nous sommes un parti de réformes en même temps qu'un parti de transformation ou de révolution sociale. J'ai dit — et mon intervention dans la discussion générale du projet de loi à l'ordre du jour l'a surabondamment établi tout à l'heure — que nous prêtions une telle valeur à la réglementation du travail industriel que nous ne voyons pas de besogne plus urgente que d'introduire dans cette réglementation des clauses et des sanctions qui en assurent le plein effet. Et lorsque, contre toute évidence, vous nous accusez de nous désintéresser de l'allègement, si minime soit-il, qu'il est dès aujourd'hui possible d'apporter à la servitude prolétarienne, je dis qu'il vous est interdit de tenir un pareil langage ; — ou vous pourriez aussi bien, tombant au rang des plus bas calomniateurs, nous accuser de pousser à la misère ouvrière, de vouloir l'intensifier, comme productrice de révolutions, alors qu'au contraire je n'ai pas écrit une ligne, je n'ai jamais prononcé une parole depuis vingt ans qui ne soit une protestation indignée contre cette prétendue genèse révolutionnaire.

Non, nous ne comptons, nous n'avons jamais compté que sur le bien-être accru des travailleurs, sur la liberté relative conquise par eux jour par jour, pour les amener à devenir les instruments conscients et capables de leur émancipation intégrale et définitive. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)*

La misère, la surmisère surtout, elle ne fait que des mendiants ou des anarchistes. *(Très bien ! sur les mêmes bancs.)* Le mieux-être, les courtes journées de travail, voilà ce qui fait les socialistes, et j'ajouterai les révolutionnaires. C'est pourquoi nous attachons tant d'importance à une législation sérieuse des fabriques, que pour la dixième fois nous vous réclamons — et que vous allez peut-être nous refuser une fois de plus. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais ce n'est pas seulement notre attitude comme parti socialiste qu'a prise à partie M. de Mun ; il a essayé de critiquer notre critique de la société actuelle.

Il est venu ici, lui, l'homme du régime féodal ; lui, l'homme de la propriété corporative, de l'organisation corporative, lui, l'homme qui a toujours considéré comme une défaite, au moins momentanée, pour les idées qu'il soutient, la loi Chapelier et l'ensemble de la révolution libérale ou individualiste de 1789 ; et prenant à son compte le présent ordre économique, cet ordre bourgeois qui doit être bien étonné de le trouver parmi ses défenseurs (*Rires et applaudissements à l'extrême gauche*), il est venu nous dire : Le régime capitaliste est un régime définitif, parfait, — pourquoi pas de droit divin ? — et la critique qu'en font les socialistes ne porte pas, elle est caduque.

Et qu'a-t-il donné comme exemple ? S'adressant à la théorie de la plus-value de Karl Marx, il a essayé non pas théoriquement, mais par des faits, de vous en montrer le mal-fondé. Il vous a dit : Ce capital que l'on transforme en vampire, ce capital qui ne représenterait que du travail mort se développant aux dépens du travail vivant, vous oubliez que, loin de prendre au travail, il est obligé de lui faire des avances sous la forme de salaire.

Le capital faisant des avances au travail, monsieur de Mun ! Et moi qui m'imaginais, au contraire, que la marchandise-travail était la seule qu'on ne payât jamais comptant ! Moi qui croyais que, dans toutes les usines de France, ouvriers et ouvrières étaient condamnés à fournir au capital huit jours, quinze jours et quelquefois un mois de travail d'avance ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Renversant les rôles, monsieur de Mun, vous nous avez donné le capital — véritable petit manteau bleu — comme allant au devant des prolétaires, leur avançant pain, logement et autres moyens d'existence, alors que partout ce

sont les prolétaires qui sont malgré eux — et gratuitement — les banquiers du capital. *(Nouveaux applaudissements).*

M. Fernand de Ramel. — Et le capital de l'outillage, qui est-ce qui en fait l'avance ?

Jules Guesde. — Vous avez ajouté : « Les profits du capital, que les socialistes dénoncent comme du travail non payé, représentent la rémunération du travail directif, ils représentent les frais généraux et les ressources nécessaires au développement de l'entreprise. Qu'on additionne tous ces frais divers avec les salaires ouvriers, et — retrouvant de la sorte la totalité du produit — on devra se convaincre que tout prélèvement sur le travail est un mythe et que le socialisme, par suite, trompe indignement les masses. »

Vous avez affirmé, mais vous n'avez pas prouvé. Où et quand aurions-nous prétendu que le travail directif ou le travail plus particulièrement intellectuel ne devait pas recevoir sa part du produit auquel il a collaboré ? Où et quand, d'autre part, avons-nous compris dans les profits — en tant que travail non payé — les frais généraux et autres dépenses essentielles ?

Je voudrais que M. de Mun s'expliquât sur le surplus qui reste après toutes ces dépenses organiques payées, frais généraux, salaires, fonds de réserve, etc. ; je voudrais qu'il m'indiquât en quoi les actionnaires d'un chemin de fer, par exemple, qui ne sont pas sans toucher des dividendes, ont collaboré sous une forme quelconque au fonctionnement, à la mise en valeur des voies ferrées. Je vois bien, concourant à une œuvre commune, les ingénieurs, les chefs de gare ; je vois les administrateurs, les chauffeurs-mécaniciens et les graisseurs de roues ; mais l'actionnaire, encore une fois, où le trouvez-vous ? *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.)*

Et vous oseriez soutenir contre nous que les centaines de millions de dividende ainsi distribués chaque année aux plus oisifs des propriétaires ne représentent pas le travail d'autrui, ne sont pas un prélèvement sur le produit du travail des non-possédants, des serfs de la voie ferrée, pour les appeler par leur nom ?

Mais quittons les chemins de fer ; descendons dans les puits à charbon, dans ces mines du Nord, qui étaient, hier encore, représentées dans cette Chambre et à la présidence de la République.

Lorsque vous aurez réussi à m'exposer quel genre de travail, intellectuel, administratif ou autre, les porteurs de deniers d'Anzin ont produit à l'appui des tonnes d'or qu'ils se partagent, je pourrai alors — mais seulement alors, monsieur de Mun — m'incliner devant votre critique de la critique socialiste. Mais vous savez aussi bien que moi que ces porteurs de deniers ne concourent même pas, n'ont pas même le droit de concourir à la nomination de la Régie, qui se recrute elle-même ; ils n'ont même pas à exécuter ce genre de travail qui consiste à élire tous les dix ou vingt ans un administrateur en remplacement d'un membre de la Régie démissionnaire ou décédé. Ils sont donc non seulement en dehors des fosses, en dehors de l'administration, mais il ne participent même pas, par voie de mandataires, à la direction de l'entreprise. Et vous viendrez nous dire que les millions distribués annuellement entre les porteurs de deniers d'Anzin peuvent représenter autre chose que du travail non payé aux pauvres, pauvres mineurs, dont la misère est faite de ces fortunes constituées pour quelques inutiles, quand ce n'est pas la mort au fond des fosses qu'elles ont entraînée pour eux et les leurs ? *(Applaudissements à l'extrême gauche.)*

Non, dans votre intérêt, ne faites pas, au moins sous cette forme, la critique de notre critique sociale.

Vous avez, il est vrai, essayé de renforcer votre argumentation en invoquant les risques. Certes, ils existent pour les capitalistes individuels avec la production parcellaire et concurrentielle d'aujourd'hui ; à côté d'établissements qui prospèrent, on en compte d'autres qui sont amenés à disparaître. Mais ces risques, inhérents à l'anarchie économique actuelle, n'existent que pour les individus ; ils n'empêchent pas que, si vous prenez une industrie dans son ensemble, elle donne, elle, — et elle ne peut pas ne pas donner, — toujours et nécessairement un bénéfice général.

Impossible d'élever la moindre contestation à ce sujet. Aucune industrie n'échappe à ce qui est la raison même de toute industrie dans une société à production marchande, où on ne produit que pour le profit.

A propos des mines, on a parlé tout à l'heure d'un total de 33 millions de dividendes répartis en une année entre les actionnaires, et l'on a semblé dire : 33 millions, qu'est-ce que cela ?

Ce n'est pas la première fois que j'entends raisonner de la sorte. Il y a quelques années, c'était un ingénieur, M.

Pernolet, qui, pour persuader aux ouvriers du dessous qu'ils n'étaient pas si exploités que le leur contaient les méchants socialistes, se livrait à un calcul d'après lequel le prélèvement opéré par mineur ne dépasserait pas 30 centimes par jour, — le prix d'un bock sur les boulevards, — et il demandait : « Trente centimes par jour ! est-ce que réellement cela vaut la peine qu'on s'indigne ? »

M. l'ingénieur n'avait pas l'air de se douter que ces 30 centimes, multipliés par le père et deux ou trois enfants et par trois cents jours par an en moyenne, représentent au foyer familial, où manquent le plus souvent les choses les plus indispensables, une amélioration qui n'est pas à dédaigner.

A ces 33 millions, d'ailleurs, qui ont servi d'argument contre nous, je demande à en opposer d'autres. Puisqu'on a parlé chiffres, continuons la conversation.

D'un des bilans des mines de Montrambert que j'ai eu sous les yeux, il résulte que certaines années le produit net a dépassé 5 millions. Eh bien ! sur ces 5 millions, s'imaginerait-on quelle somme est allée en salaires aux ouvriers, aux ingénieurs et aux administrateurs ? 900 et quelques mille francs à peine ! Le reste, c'est-à-dire plus de quatre millions, transformés en dividendes, était allé aux seuls actionnaires. Ce qui revient à dire que les socialistes, lorsqu'ils affirment qu'en régime de salariat... *(Interruptions sur divers bancs au centre et à droite.)*

Si vous contestez mes chiffres (1), je suis prêt à vous produire le bilan d'où je les ai extraits.

Lorsque, dis-je, comme nous le reproche M. de Mun, nous disons aux ouvriers qu'en régime de salariat ils ne travaillent que moitié de la journée pour eux et l'autre moitié pour le patron, nous nous trompons. Il existe — Montrambert le prouve — certaines industries, certaines

---

(1) A ces chiffres, cités de mémoire par Guesde, M. Aynard en a opposé d'autres. En sa qualité d'ancien administrateur de la Société de Montrambert, il a fixé à 3 millions 400 mille francs la part des actionnaires, et à 3 millions 200 mille la part des ouvriers, au nombre de 2.600. Soit ! Loin d'entamer la thèse de l'élu de Roubaix, cette prétendue rectification lui apporte la plus officielle des confirmations, puisque, de l'aveu du capitalisme fait homme et député, le profit ou prélèvement capitaliste ressort à plus de 50 pour cent. Chaque ouvrier n'a pu produire pour lui-même 1,230 fr. qu'en produisant pour l'actionnaire 1,307 fr. Avec la journée de dix heures, il a travaillé 4 heures 50 minutes pour lui et 5 heures 10 *gratuitement* pour le détenteur oisif de la mine.

entreprises dans lesquelles le prélèvement, la dîme capitaliste est non pas de la moitié, mais des quatre cinquièmes, c'est-à-dire quatre fois plus spoliatrice que l'ancienne dîme féodale !

A quelles conclusions, du reste, voulez-vous en venir ? A celle-ci, que la dîme capitaliste étant inférieure à ce que la chiffrent les socialistes, il n'y aurait pas lieu de la supprimer ?

C'est bien là votre pensée de derrière la tête. Et je vous répondrai alors : A-t-on calculé à la fin du siècle dernier ce que représentait la dîme féodale ? S'est-on demandé si elle était réellement écrasante ? Nullement. De partout on est allé sans hésiter à la Révolution, au cri de : A bas les droits féodaux ! Pourquoi les prolétaires n'iraient-ils pas, eux aussi, à leur révolution, quel que puisse être l'état, le taux de la dîme capitaliste, en criant : A bas les droits capitalistes ? *(Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)*

M. Lemire. — Quel est votre système, monsieur Guesde ?

Jules Guesde. — Après avoir fait la critique de notre critique sociale, M. de Mun nous a pris à partie relativement à l'ordre collectiviste ou communiste, — comme vous voudrez, — dont il a placé le berceau, avec notre consentement et au milieu de nos applaudissements, au mouvement des Egaux, à la conjuration de Babeuf. Et il nous a dit : « Votre société collectiviste, comment pourrait-elle fonctionner ? Quelle amélioration pourrait-elle apporter aux travailleurs des différentes conditions ? » Il nous a reproché de ne pas arriver avec un menu tout préparé, déterminant et nourriture, et logement, et vêtements dans la société de demain.

Vous nous demandez d'entrer à nouveau dans la voie des utopies où se sont perdus pendant des années les précurseurs du socialisme scientifique, qui construisaient ou reconstruisaient des sociétés idéales sur la mesure de leur cerveau ou de leurs désirs, tenus pour le cerveau ou les désirs communs de l'espèce.

Cette période est loin, heureusement ! Les socialistes d'aujourd'hui se sont mis à l'école des faits ; ils ne prophétisent pas, ils observent et concluent.

Notre collectivisme est né de la société actuelle, qui devient de plus en plus collectiviste. Nous n'avons fait que

constater cette transformation incessante, de même que nous avons dû constater la disparition, qui s'achève, de cette propriété individuelle que vous avez toujours devant les yeux et dont vous ne pouvez attendre la résurrection que d'un miracle, — auquel nous ne croyons pas, nous autres, — la technique industrielle ne laissant plus place à l'outil possédé individuellement, et individuellement mis en valeur par son propriétaire.

Vous vous refusez à voir le monde nouveau qui se constitue, le bouleversement qui s'est opéré, la révolution en réalité qui s'est faite dans l'ordre économique, avec la production collective entraînant l'appropriation collective des moyens de production. (*Interruptions.*)

Comment nier que le salariat ne puisse disparaître que d'une seule façon, lorsque les travailleurs seront les maîtres, les propriétaires des moyens de production ? Il n'est pas d'autre solution au problème social.

Vous-même, à qui j'entends prononcer le mot de coopération, ne vous rendez-vous pas compte que la coopération est un commencement, un rudiment du collectivisme ? N'apercevez-vous pas qu'entre la coopération, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, et le collectivisme, tel qu'il fonctionnera demain, il n'y a qu'une différence de degré, d'étendue ? Ici une combinaison particulière, locale, fractionnelle ; là une combinaison générale, mais sur la même base.

La coopération, en effet, fait disparaître, lorsqu'il s'agit de coopérative de production, l'antagonisme qui existe entre l'employeur et l'employé. Les travailleurs qui mettent en valeur l'usine ne font qu'un avec les propriétaires de l'usine. Lorsqu'il s'agit de coopérative de consommation, même suppression de l'antagonisme qui existe entre le vendeur et l'acheteur. Eh bien ! le collectivisme, qui supprimera toutes les causes d'antagonisme entre les hommes, n'est que cela : une immense coopérative...

M. Lemire. — Dans le collectivisme, c'est l'État qui est propriétaire.

Jules Guesde. — On me dit : « C'est l'État ! » Je ne sais pas ce que c'est que l'Etat. L'Etat, c'était Louis XIV au dix-septième siècle ; l'Etat, c'est vous aujourd'hui ; l'Etat, ce sera autre chose demain. *(Mouvements divers.)*

Etrange spectacle en vérité ! On nous reproche tous les

jours de vouloir en finir avec la propriété ; c'est là le grand cheval de bataille enfourché contre nous à droite, au centre, voire à gauche. La propriété, qui est la liberté, qui est la civilisation, qui est tout ce qu'il y a de bon et de beau, nous ne pensons qu'à la détruire, c'est entendu. Et lorsque nous venons à vous et que nous vous crions : « Quelle erreur est la vôtre ! nous voulons au contraire que tout le monde soit propriétaire ! » (*Exclamations à droite*), vous vous exclamez. Et pourquoi ? Parce que cette propriété, nous la voulons pour tous, dans les seules conditions que permette la production moderne. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

On ne peut pourtant pas avoir la prétention de posséder individuellement un chemin de fer, une mine, un haut-fourneau, une raffinerie ! Ce n'est pas nous qui avons condamné la forme individuelle de la propriété ; c'est le machinisme, ce sont les forces productives gigantesques déchaînées par la science. Et lorsque nous affirmons que, pour s'affranchir, les travailleurs doivent devenir propriétaires des instruments et de la matière de travail sous la seule forme qui ne soit pas aujourd'hui une utopie, la forme collective ou sociale, vous nous répondez que ce n'est pas possible.

M. Lemire. — Nous ne disons pas cela !

Jules Guesde. — Non ! ce n'est pas impossible ; c'est au contraire très facile, bien plus facile que de reconstituer cette propriété corporative, dont M. de Mun a parlé incidemment, sans oser appuyer, dans la crainte de soulever, parmi ceux qui l'applaudissaient le plus, des protestations unanimes.

Oui ! la propriété collective ou sociale est possible et nécessaire comme couronnement et comme correctif de la propriété capitaliste d'aujourd'hui, tandis que la propriété corporative ne saurait plus trouver place dans la société moderne, étant donnés les nouveaux moyens de production qui tendent de plus en plus à transformer les hommes en simples manœuvres, également aptes à tous les travaux, aujourd'hui dans une usine à fer, demain dans un tissage, après-demain dans une raffinerie, un autre jour dans une autre branche d'industrie encore, le travail technique, qui n'est plus accompli par l'homme, mais par la machine...

M. Balsan. — Jamais il n'y a eu plus de travail technique qu'aujourd'hui !

Jules Guesde. — ..... rendant ainsi chimériques les organisations à frontières fermées. Ici encore, pour la propriété corporative comme pour la propriété individuelle, ce n'est pas nous qui condamnons ; c'est une forme épuisée qui se condamne elle-même parce que, encore une fois, il ne saurait y avoir de corporations dans le vrai sens du mot, là où il n'y a plus, où il y aura de moins en moins de technicité ouvrière.

M. Lemire. — Et la verrerie aux verriers !

Jules Guesde. — Nous ne faisons toujours que conclure, et quand nous avons conclu, comme seule et nécessaire solution, à la propriété pour tous par l'appropriation sociale, ce qu'on a encore appelé la souveraineté économique pour tous, on nous objecte : « Mais comment cette souveraineté ou propriété nationale pourra-t-elle fonctionner ? » L'objection n'était pas différente lorsqu'il s'est agi d'attribuer à la nation la souveraineté politique. On s'écriait : Mais comment le peuple pourra-t-il assurer la gestion gouvernementale d'un grand pays ? C'est de ce côté (*la droite*) que venait l'objection.

En dehors du roi, de la famille royale, des classes privilégiées, nobles et prêtres, venus au monde avec un diplôme gouvernemental en poche, comment des roturiers, des bourgeois, seraient-ils capables de gouverner, d'administrer, de représenter la France à l'étranger ? Aujourd'hui encore, en 1896, il y en a qui n'ont pas cessé de penser qu'on ne peut faire un bon diplomate qu'avec un ci-devant. (*Interruptions à droite.*)

Malgré cela, en 1789, on est allé de l'avant. Si incapable qu'on la proclamât, la bourgeoisie a pris le pouvoir et elle ne s'en est pas plus mal tirée que les dirigeants à parchemins et à particules qui l'avaient précédée au gouvernement. La nation, à son tour, avec le suffrage universel, a pris possession de sa souveraineté politique, dont elle a appris à se servir en l'exerçant. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Il n'en sera pas autrement de sa souveraineté économique, que le peuple travailleur mettra plus facilement encore en valeur, parce que, si l'ignorance politique des classes

ouvrières écrasées par le surtravail était un fait incontestable en 1848, si le suffrage universel a mis, par suite, si longtemps à devenir un instrument éclairé entre les mains des masses conscientes, la situation est toute différente au point de vue économique. Sur le terrain de la production, du travail, les travailleurs en savent aujourd'hui autant que le patron et, en tout cas, beaucoup plus que les actionnaires. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Il y a là une préparation, un entraînement, une éducation qui n'est plus à faire, qui est faite.

Et quand vous demandez comment les chemins de fer pourront fonctionner, emportant hommes et choses ; comment les mines pourront continuer à livrer leur diamant noir, quand il n'y aura plus d'actionnaires ; comment raffineries, tissages, hauts-fourneaux, filatures, poursuivront leur marche, lorsque les actionnaires ou les commanditaires auront été supprimés, non pas en tant qu'hommes mais comme titulaires d'une propriété à laquelle ils sont de plus en plus étrangers. votre question ne tient pas debout. Loin que nous soyons, de ce chef, des utopistes, c'est vous qui dépassez les limites de l'utopie en dirigeant contre nous de pareilles critiques. C'est pourtant tout ce qu'a su faire M. de Mun, lorsqu'il nous a sommés de le transporter au sein du futur état de choses et de faire fonctionner sous ses yeux la répartition du travail dans cette société de co-propriétaires.

Je ne lui donnerai pas cette satisfaction, ni mes amis non plus. Les ouvriers n'en demandent pas autant. Il leur suffit de savoir que, comme les actionnaires d'aujourd'hui, ils auront la libre disposition d'eux-mêmes et feront eux-mêmes leurs destinées, sans que nous ayons la prétention de nous substituer à eux.

Nous nous bornons à constater que les produits du travail n'appartiendront, sans prélèvement, aux travailleurs qu'autant que ces derniers auront cessé d'être des prolétaires pour devenir des co-propriétaires des moyens de production.

Là où le moyen de production est encore à un état suffisamment rudimentaire pour être mis en valeur par son propriétaire, nous nous inclinons devant cette propriété réellement individuelle que l'on nous accuse stupidement de menacer. (**Rumeurs diverses.**)

Je ne comprends rien à ces murmures. Si vous étiez plus au courant de ce qu'on a appelé la littérature socia-

liste, vous sauriez que jamais, dans cette question, le socialisme n'a varié. Ce qu'il a dit, c'est que là — et là seulement — où la production a revêtu une forme collective, il y a lieu à appropriation sociale. Donc, pas de spoliation, mais, au contraire, maintien de la propriété réellement personnelle existante, ou création, pour les sans-propriété d'aujourd'hui, de la co-propriété de demain. Nous sommes aujourd'hui le seul parti plus que défenseur, créateur de la propriété pour tous. (*Exclamations ironiques au centre et à droite.*)

Vous, messieurs, vous n'admettez la propriété que pour vous-mêmes. Vous êtes restés fidèles à votre passé. De même qu'autrefois vous étiez les hommes du cens, entendant monopoliser au profit de votre classe le pouvoir politique, vous êtes aujourd'hui les hommes de la propriété capitaliste, c'est-à-dire de la propriété réservée à vous et aux vôtres.

Nous, après avoir été les hommes du suffrage universel, nous sommes — et pour la même raison — les hommes de la propriété collective ou universelle. (*Interruptions.*)

Voix diverses. — Et aussi de la propriété individuelle !

Jules Guesde. — Messieurs, je n'ai pas l'habitude de modifier mes théories ou mes explications suivant les milieux, ayant un langage pour la Chambre et un autre pour le dehors ; et pour ne pas laisser croire à un certain nombre de mes collègues que cette idée, de propriété individuelle à maintenir là où elle représente le propriétaire travailleur, serait une innovation dans notre programme, une sourdine à nos conclusions, ce que le *Temps* appelait tout récemment « l'opportunisme collectiviste », je me permettrai de vous lire quelques lignes seulement du manifeste par lequel notre parti ouvrier a préludé aux élections générales de 1893, en engageant la lutte dans plus de cent circonscriptions :

« Ce que veut le parti — et ce que veulent comme lui et avec lui tous les partis socialistes de l'ancien et du nouveau monde — personne ne l'ignore ou n'est en droit de l'ignorer.

» Nous voulons que, de même qu'il a cessé d'être un moyen de consommation pour l'homme — période anthropophagique, — l'homme cesse d'être pour son semblable

un moyen de production ou d'exploitation — esclavage, prolongé en servage d'abord, en salariat ensuite.

» Par suite des forces non humaines de production créées ou créables par la science et ses applications, le bien-être et une existence réellement humaine sont finalement devenus possibles — et, par conséquent, nécessaires — pour tous les membres de la société, dont la division en classe souffrante et en classe jouissante, en classe à surtravail et en classe à surloisir, indispensable au progrès dans le passé, constitue actuellement le principal obstacle à tout progrès ultérieur.

» Rançon d'une humanité ignorante et impuissante, la misère et la servitude du plus grand nombre des producteurs de toute richesse peuvent aujourd'hui et doivent disparaître dans l'intérêt général et supérieur de l'espèce.

» Il suffit pour cela, que, de même qu'elle a pris, au moins dans les pays à suffrage universel, la direction de son outillage politique, la société, composée de membres égaux en droits et en devoirs, prenne la direction de son outillage économique. Plus de salariés et de salariants, fatalement en lutte perpétuelle ; plus de prolétaires et de capitalistes, condamnés à une guerre de tous les jours pour le partage du produit ; mais une grande famille humaine sans droit d'aînesse pour personne, collectivement maîtresse de ses forces productives et les mettant collectivement en valeur, dans la paix sociale enfin réalisée, pour l'égale et complète satisfaction des besoins de chacun et de tous.

» Est-ce à dire, comme le prétend l'ignorance ou la mauvaise foi d'une presse à la solde, que, — parce que nous ne voyons de solution aux antagonismes sociaux convulsant de plus en plus le monde moderne, que dans la propriété nationale, doublant la souveraineté nationale et en faisant une réalité, — nous entendions supprimer la propriété individuelle ?

» Seuls, des aveugles — de nature ou de volonté — peuvent tenir un pareil langage. La propriété individuelle, qu'on nous accuse de vouloir abolir, mais elle se meurt, mais elle est morte, sans que le Parti ouvrier soit pour rien dans ce décès. » *(Exclamations à droite et au centre).*

Mais enfin c'est extraordinaire ! Quand vos médecins vont à domicile constater des décès n'allez-vous pas maintenant les accuser d'avoir tué les malades ! (*Très bien! à l'extrême gauche.*)

« La propriété individuelle de l'outil, — rouet, métier à main, scie, forge, moulin à vent, diligence, etc., — c'est la propriété actionnaire, c'est-à-dire collective, des voies ferrées, des hauts fourneaux, des filatures et des tissages mécaniques, des scieries et des minoteries, qui l'a tuée. La propriété individuelle de la petite boutique, c'est la propriété, également collective, des grands magasins qui l'achève un peu tous les jours. Il n'est pas jusqu'à la propriété individuelle de l'épargne qui ne disparaisse au toucher de la plus collective des finances, dans les krachs d'une Union générale et d'un Comptoir d'escompte ou dans les escroqueries d'un Panama.

» Des nécessités de la production et de l'échange moderne, tels que les ont révolutionnés la machine et la vapeur, une forme nouvelle de propriété est née : la propriété capitaliste, qui, vivant de la mort de la propriété individuelle caractérisée par le travail du propriétaire, se distingue, elle, par le non-travail de ses titulaires. Où est le travail des actionnaires et des obligataires des chemins de fer, des mines, des hauts fourneaux, des banques, d'un Louvre ou d'un Bon Marché ?

» C'est de cette seule propriété capitaliste, destructive de la propriété privée des travailleurs, que nous poursuivons la destruction ou, plus exactement, la socialisation, parce que sa restitution à l'ensemble des travailleurs — ou à la société — peut seule remettre en possession, arracher à leur situation de prolétaires ou de dépossédés les victimes par millions qu'elle a expropriées ; parce que, d'autre part, il n'est pas d'autre moyen d'assurer aux producteurs la propriété ou la jouissance individuelle des fruits de leur travail. »

M. Gabriel Dufaure. — Les électeurs ont compris tout cela ?

M. Lemire. — Voulez-vous me permettre une question, monsieur Guesde ?

M. le président. — Laissez l'orateur continuer sa discussion.

Jules Guesde. — J'ai dû répondre à la critique de M. de Mun, visant la société à laquelle nous tendons et vers laquelle nous poussent tous les phénomènes écono-

miques; j'ai dû la lui montrer se constituant dans les entrailles mêmes de la société d'aujourd'hui. Il est certain que si nous étions les maîtres à l'heure présente, ou que si, en 1898, comme nous l'espérons et comme l'évènement pourra se réaliser, nous arrivions ici une majorité collectiviste, il nous faudrait mettre immédiatement la main à l'organisation de l'ordre nouveau, — et nous la mettrions, n'en doutez pas, car nous sommes de l'avis de Blanqui : « Quand un gouvernement, disait-il, plus ou moins nouveau ou plus ou moins révolutionnaire, a eu le pouvoir pendant quarante-huit heures et qu'il n'a pas su intéresser à sa conservation les masses profondes du pays, ce gouvernement-là est un gouvernement de faillis, un gouvernement de banqueroutiers ! ».

Soyez tranquilles ; nous ne serons ni des faillis ni des banqueroutiers ! (*Mouvements divers.*)

M. du Breil, comte de Pontbriand. — C'est pour M. Bourgeois que vous dites cela ?

Jules Guesde. — Je ne m'occupe pas des personnes, pas plus que des divers partis politiques bourgeois pouvant exister dans cette Chambre. Le parti socialiste — le seul qui existe pour moi — est un... (*Rires ironiques sur divers bancs*).

M. Brincard. — Et indivisible !

Jules Guesde. — Oui ! le parti socialiste est un et indivisible, comme la République de 1793 ; il est le même en France, en Belgique, en Italie, où Turrati vient d'être élu à Milan, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Australie, aux Etats-Unis. Nous sommes, en un mot, aujourd'hui le véritable, le seul catholicisme (*Exclamations à droite*), — catholicisme voulant dire universalité.

M. Lemire. — C'est l'étymologie même. C'est la définition du catéchisme !

Jules Guesde. — Nous sommes le seul parti universel. Ce qui ne nous a pas empêchés et ne nous empêchera pas encore, lorsque l'institution républicaine sera en cause, lorsqu'il y aura à faire front contre un retour offensif de la réaction, de nous porter comme un bataillon d'avant-garde

aux premiers rangs de l'armée républicaine. C'est ce que nous avons fait hier, et nous le referions demain. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

De même, si vous voulez mettre sur le chantier des réformes sérieuses, vous aurez en nous des collaborateurs assidus, passionnés, qui ne dédaignent pas le pain quotidien parce qu'ils ont devant eux l'idéal d'une société complètement libre, mais qui, en même temps qu'ils réclament et réclameront toujours un peu plus de liberté, un peu plus de justice pour le prolétariat, ne cesseront pas de lui montrer du doigt la terre promise, le monde nouveau où il fera bon vivre.

Car, en entendant tout à l'heure reprocher aux socialistes de faire miroiter devant l'humanité une oasis pour l'arracher au désert dans lequel elle se traîne péniblement, je me disais : Mais c'est le reproche contraire qu'il faudrait adresser à un parti qui aurait la prétention de diriger la politique de son pays, et qui ne saurait pas où mener la masse qu'il a groupée derrière lui, qui parlerait aux ouvriers de leurs souffrances et phraserait sur leurs misères sans indiquer comment en finir avec ces souffrances et cette misère. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

M. Lemire. — Ce n'est pas nous qui avons commencé à phraser. Nous avons eu des exemples.

Jules Guesde. — Je dis qu'une responsabilité comme celle-là, ni mes amis ni moi nous ne saurions jamais la prendre.

Si, comme vous, nous ne croyions pas qu'il y ait réellement un remède au mal social, nous n'irions pas, de foule en foule, d'enfer industriel en enfer industriel, battre le rappel des damnés, les mettre en marche à la conquête d'un paradis impossible.

Que présentez-vous, en effet, dans vos cercles catholiques et dans vos unions chrétiennes, où vous vous efforcez d'amener les travailleurs ? Je les connais, vos quarts de solution ! je connais même la principale, que j'ai été quelque peu étonné de ne pas voir apporter à cette tribune par M. de Mun : ce sont les fameux syndicats mixtes où, au lieu, comme les socialistes, de poursuivre la réunion des deux facteurs de la production, le capital et le travail, vous avez la prétention de réunir les titulaires de ces deux fac-

teurs. Vous ne vous êtes pas même aperçus que les patrons n'existaient plus, remplacés de plus en plus par des actionnaires, voire des obligataires.

M. Lemire. — Pas toujours !

Jules Guesde. — C'était-là tout votre programme. Vous ne voyiez rien au delà. Alors que d'ores et déjà sur les chemins de fer, dans les charbonnages, les hauts fourneaux, les raffineries, etc., les patrons se sont évanouis, c'est avec ces patrons absents que vous rêviez de réunir les ouvriers malheureusement présents. Quoi de plus chimérique !

Et c'est vous qui avez, pendant des années, été de ville en ville préconiser ce dernier mot de l'impossible, qui nous accusez de conduire les masses avec des promesses irréalisables !

Pourtant il y avait dans ce à quoi vous tendiez, au mépris de toute réalité, un vague instinct de la véritable et indispensable solution. Vous vouliez réunir les facteurs humains de la production au lieu de réunir les facteurs matériels de cette production. La paix sociale, elle est dans les moyens de production réunis dans les mains des producteurs, et non dans l'association de patrons défunts avec des ouvriers vivants. Mais il y avait là un pressentiment, une lumière encore bien obscure et bien trouble de la société vers laquelle nous marchons, où il n'y aura plus de classe dépossédée et travailleuse, et de classe possédante et oisive, mais une grande famille, une humanité maîtresse de ses moyens de production, les faisant elle-même servir à la satisfaction de ses besoins. Je dis que nous avons le droit et le devoir, lorsque nous savons, ou que du moins nous croyons savoir où va l'évolution sociale, d'aller dans les centres ouvriers et de dire aux travailleurs : « Ceignez-vous les reins ! Debout ! En avant ! » Mais vous, vous qui n'avez rien à leur offrir, vous qui ne pouvez que tourner leurs yeux vers un passé qu'aucun miracle ne saurait ressusciter et qui ne présente d'ailleurs qu'un immense avortement, si je ne craignais de vous blesser, vous qui contre nous vous montriez tout à l'heure si agressif, je n'aurais qu'un mot pour qualifier cette manière d'agiter les masses sans issue et sans espoir d'issue : c'est de la démagogie ! (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche. — Bruit à droite*).

Quant à ceux qui ont applaudi tout à l'heure, je suis sûr

qu'ils se seraient montrés moins enthousiastes s'ils avaient un seul instant réfléchi que cette agitation dans le vide que représentent les cercles catholiques et les unions chrétiennes, non seulement nous ne la craignons pas, mais nous sommes appelés à en bénéficier. Il y a là, en effet, une espèce d'école primaire préparatoire à la véritable instruction socialiste, que vous ouvrez malgré vous à la partie de la classe ouvrière sur laquelle ne s'étend pas encore notre action directe.

En opposant l'ancien régime et ses garanties corporatives et industrielles à l'absence de garanties de la société bourgeoise, vous préparez, que vous le vouliez ou non, les hommes qui passent par vos mains, dans l'impossibilité où ils sont d'arriver par eux-mêmes à une situation meilleure, à venir à nous qui, seuls, leur présentons des conditions positives de libération. Vous devenez ainsi nos agents de recrutement (*Mouvements divers*) — oh ! sans le vouloir ! (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

J'admirais tout à l'heure l'ironie de cette situation qui faisait qu'ici (*au centre*) où l'on est avant tout antisocialiste, on applaudissait M. de Mun et ses collaborateurs, qui sont en réalité nos enfants perdus, achevant de perdre l'ordre social au moment même où ils croient se porter à son secours. Aussi ne prenons-nous pas même la peine de vous combattre.

M. Lemire, *ironiquement.* — Puisque nous sommes vos enfants !

Jules Guesde. — Nous nous bornons purement et simplement à prendre acte de cette collaboration aussi inconsciente qu'indirecte.

M. le comte d'Hugues. — Il fallait, alors, applaudir M. le comte de Mun. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

Jules Guesde. — Ainsi le veut le destin. Tout ce qu'on tente ou tentera contre nous, sous forme de lois répressives, sous forme de contrefaçon, sous quelque forme que ce soit, tourne à notre avantage, au triomphe de l'idée socialiste ; et c'est pourquoi, dans quelque difficulté que nous nous soyons trouvés, à quelque assaut que nous ayons été en butte, nous n'avons jamais et nous n'aurons jamais une minute de défaillance, une seconde d'hésitation. Vous ne

pouvez plus rien contre un mouvement qui domine aujourd'hui le monde.

On disait, autrefois : « La démocratie coule à pleins bords. » Aujourd'hui, ce qui coule à pleins bords, c'est le collectivisme (*Mouvements divers.*) Vous rétabliriez les pontons de 1871, vous referiez la Semaine sanglante, que tout cela ou rien, ce serait absolument la même chose.

Non ! vous ne pouvez plus rien contre nous, ni par la violence ni par la contrefaçon ! L'idée est maintenant à ce point incarnée dans des millions et des millions de cerveaux de travailleurs, que rien ne saurait plus l'arrêter dans sa marche victorieuse.

Combattez-nous, essayez du dédain, faites des réformes, n'en faites pas ; quelle que soit votre attitude, elle ne retardera pas la solution définitive. Cette solution, elle se fait en dehors de vous ; il dépend seulement de vous qu'elle ne se fasse pas contre vous ! (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

SÉANCE DU 24 JUIN 1896

. . . .

Jules Guesde. — La Chambre me rendra cette justice que, chaque fois que je suis monté à la tribune, je me suis enfermé strictement dans la question qui était à l'ordre du jour. Soit à propos des pharmacies municipales, soit à propos du projet de loi en discussion, réglementant le travail des femmes et des enfants, je me suis abstenu de toute incursion dans le domaine théorique, où pouvaient cependant m'entraîner mes convictions les plus intimes et les plus ardentes.

Si j'ai été amené, par deux fois déjà, à exposer mes doctrines, nos doctrines, c'est à la suite d'interpellations qui ont été, avec le consentement de la Chambre et avec le mien, greffées sur le débat ouvert devant vous.

J'entends rester fidèle à la méthode que j'ai suivie jusqu'à présent, pour la dignité de la Chambre et pour ma propre dignité. Mais puisque, pour la troisième fois, une interpellation a été adressée au parti socialiste, comme si déjà notre parti était au pouvoir, siégeait sur les bancs ministériels, vides aujourd'hui, — ce sont probablement nos places qu'on nous réserve (*Sourires*), — avant d'expliquer comment la journée de huit heures, qui est devenue une revendication générale du prolétariat des deux mondes, peut et doit être réalisée dans la société actuelle ; avant par conséquent de défendre, quant au fond, l'amendement que j'ai déposé au nom du groupe socialiste, et surtout au nom des travailleurs qui, dans le monde entier, ont versé leur sang à Chicago, à Fourmies, à Lodz, à Rome, partout, pour le triomphe de ce qu'ils considèrent comme la réforme capitale de l'heure présente, je répondrai aux attaques qui se sont produites contre la solution collectiviste du problème social. (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*).

Après M. Bouge, après M. de Mun, M. Deschanel... Le socialisme est décidément bien dur à abattre ; il faut s'y mettre à plusieurs pour avoir raison de ce que M. Deschanel lui-même considérait comme un phénomène d'ordre universel.

En ce qui touche la nouvelle critique formulée il y a deux jours à cette même place, je pourrais me borner, si j'étais tant soit peu méchant, à renvoyer M. Deschanel à M. Aynard qui a demandé la parole pendant son discours et qui va évidemment défendre l'ancienne économie politique, la seule que l'on ait connue jusqu'à mardi dernier, contre les accusations dont elle a été l'objet. Cette économie politique, M. Deschanel vous a dit qu'elle n'avait plus de raison d'être, qu'elle était caduque, comme l'était d'ailleurs et pour les mêmes causes le socialisme ou le collectivisme qui, depuis Marx, n'en était que le prolongement, le fils naturel et légitime.

M. Adrien Lannes de Montebello. — C'est un paradoxe !

M. Paul Deschanel. — Vous rapportez inexactement mes paroles.

Jules Guesde. — Je ne sais pas si c'est un paradoxe ; je sais seulement que cette affirmation a été portée à la tribune.

M. Paul Deschanel. — Non !

Jules Guesde. — On a reproché à Marx d'être ce qu'ailleurs on a appelé le dernier des économistes. Eh bien ! oui, nous nous vantons, avec Marx, d'être le dernier mot de l'économie politique correspondant à une évolution sociale qui, avec son aboutissant collectiviste, va donner lieu à des phénomènes nouveaux, classés et classables différemment, ne laissant alors plus place, ailleurs que dans le souvenir, à l'ancienne économie politique et à ses données ou lois.

Nous nous rattachons, en attendant, aux grands économistes du passé, à Adam Smith, à Turgot, à Ricardo, à tous ceux qui ont constitué ce qu'on a appelé la science économique. Et puisqu'on est venu les traduire à cette barre, les rendre responsables de nos conclusions collec-

tivistes, du désordre que nous apporterions dans une société qui est évidemment le dernier mot de l'ordre, nous considérons comme un devoir de les défendre, de défendre ces hommes qui ont été de véritables savants, étudiant avec sincérité le milieu qu'ils avaient sous les yeux et en tirant des conclusions d'ordre expérimental s'il en fut.

Ah ! je sais bien, que plus tard, les économistes qui se donnaient comme leurs continuateurs se sont aperçus des dangers qu'il y avait à laisser la parole à la science au lieu de la transformer, de la maquiller *ad usum Delphini* ou à l'usage de la classe dominante, et que, reculant devant les aveux de leurs aînés, ils se sont mis tout simplement à exploiter l'économie politique pour le compte de la bourgeoisie capitaliste. Mais les pères de l'économie politique, ceux d'autrefois, nous les saluons ; ils ont été des observateurs, des savants, comme Marx, que M. Deschanel avait bien raison à ce point de vue de considérer comme un économiste, un économiste dans le vrai sens du mot, de ceux qui décrivirent fidèlement les phénomènes économiques qui s'opéraient sous leurs yeux, non pas de ceux qui devaient se borner plus tard à répéter, comme de simples perroquets, des données ne correspondant plus avec un milieu qui avait lui-même changé.

Marx n'a pas refait Adâm Smith, Turgot, Ricardo. Comme eux, il s'est mis directement à l'école des faits, suivant l'évolution économique qui caractérise la fin du dix-neuvième siècle et aboutissant à des conclusions différentes, parce que le milieu était devenu différent.

On a critiqué, comme étant la base même du socialisme moderne, la théorie de la valeur de Marx. On vous a dit : La valeur mesurée par la somme de travail humain incorporée dans une marchandise donnée, cela a été l'erreur d'autrefois. Nous avons corrigé tout cela ! Et comme le médecin de Molière qui mettait le cœur à droite, on a mis la valeur non plus à gauche, dans le travail, on l'a mise à droite, dans ce qu'on a appelé l'utilité, la rareté, dans ce qu'on a appelé encore le désir. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Ah ! monsieur Deschanel, vous aviez raison de parler d'une économie politique nouvelle, mais je crains bien, pour vous, qu'elle ne soit pas destinée à un long avenir ; le jour qui l'a vu naître à cette tribune l'aura vu également mourir.

La valeur déterminée par l'utilité ! Mais alors voici le pain, par exemple, — qui coûte 15 ou 20 centimes, — convaincu d'être cent fois moins utile que les truffes qui sont vendues chez Chevet 15 ou 20 fr.

La rareté ! Mais alors c'est la bière, dont nous ne fabriquons que 9 millions d'hectolitres, c'est le cidre qui n'atteint pas 13 millions, qui vont être plus cher que le vin, moins rare, lui, avec ses 31 millions d'hectolitres en moyenne, depuis douze ans.

La rareté et l'utilité écartées, reste, pour déterminer la valeur, le désir ou le besoin. Ce qui revient à dire que, pour quelqu'un qui n'a pas mangé depuis vingt-quatre heures, une livre de pain aurait, devrait avoir, non pas une valeur d'usage, mais une valeur d'échange ou vénale cent fois plus considérable que la même livre de pain lorsqu'elle se trouve avoir pour acheteur quelqu'un qui sort d'un bon dîner. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Ce n'est pas encore, permettez-moi de le croire, une théorie de la valeur aussi fantaisiste, qui aura raison de la théorie de la valeur de Marx, même empruntée à l'ancienne économie politique.

M. Paul Deschanel. — Chacune de ces conceptions de la valeur n'est qu'une vérité partielle. La valeur est l'appréciation des services échangés.

Jules Guesde. — Vous voulez dire des mensonges partiels, et ce sont ces mensonges partiels qui constitueraient la vérité générale ? (*Rires à l'extrême gauche.*)

Après la théorie de la valeur de Marx, on s'en est pris à une autre loi qui serait encore à la base de toute notre critique socialiste, de ce monument collectiviste que l'on accuse Marx d'avoir construit sur le sable, et sur le sable mouvant ; je veux parler de la loi de la plus-value, que, par une contradiction qui n'a pu échapper à la Chambre, M. Deschanel a représentée avec raison comme « dominant à l'heure qu'il est tout le parti ouvrier européen ».

Cette théorie de la plus-value, M. Deschanel ne l'a pas combattue directement comme M. de Mun ; l'insuccès de ce dernier n'étant pas fait pour l'encourager dans cette voie ; il n'en a pas tenté la critique ou essayé d'en établir le mal-fondé.

M. Paul Deschanel. — Pardon !

Jules Guesde. — Il s'est borné à invoquer contre elle un article paru dans le *Devenir Social* et dans lequel Engels aurait consenti à la reconnaître en contradiction non pas avec l'ordre collectiviste de demain, ce qui n'est douteux pour personne, mais avec l'ordre capitaliste d'aujourd'hui.

Je regrette pour M. Deschanel, puisqu'il a lu cet article, ce dont je le félicite, qu'il ait pris pour l'opinion d'Engels ce qui n'était que l'opinion de Loria, professeur d'économie politique italien. (*Rires à l'extrême gauche.*)

M. Paul Deschanel. — Vous faites erreur : j'ai le texte sous les yeux.

Jules Guesde. — Oui, mais c'est l'article tout entier qu'il faudrait avoir lu et surtout avoir compris.

M. Paul Deschanel. — Je l'ai lu et relu, et j'affirme que vous vous trompez. Et je ne suis pas le seul à l'avoir compris ainsi ; les commentateurs sont du même avis.

Jules Guesde. — Une erreur partagée ne constitue pas une vérité.

Je disais donc que M. Deschanel, avec la meilleure foi du monde, avait confondu l'opinion de Loria avec celle d'Engels, alors qu'Engels lui-même parlait de Loria comme d'un Balaam qui aurait oublié à domicile son âne, c'est-à-dire sa partie intellectuelle. (*Rires à l'extrême gauche.*)

M. Paul Deschanel. — C'est au contraire l'opinion d'Engels que j'ai citée. Vous avez dit que c'était une coquille ; ce n'en est pas une.

Jules Guesde. — Je ne discute pas la coquille, mais voyez comme je suis — j'allais dire bon prince, mais pour mes adversaires de la droite, je retire le mot, — j'aimais mieux croire à une coquille matérielle incombant aux typographes qu'à une coquille intellectuelle. Votre interruption m'oblige à croire que l'erreur a été commise non par le compositeur, mais par le lecteur. Je le regrette pour vous.

M. Paul Deschanel. — Eh bien, nous soumettrons notre différend à d'autres lecteurs, si vous voulez.

Jules Guesde. — Si vous n'avez pas compris Marx, vous n'êtes d'ailleurs pas le seul.

M. le comte de Bernis. — Vous dites que nous ne comprenons pas ; c'est peut-être vous qui vous exprimez mal.

M. Édouard Aynard. — Schaeffle a dit qu'il lui avait fallu plusieurs années pour comprendre Karl Marx.

Faberot. — Vous ne comprenez pas parce que vous ne voulez pas comprendre.

M. Édouard Aynard. — Karl Marx a écrit lui-même que les Français ne le comprendraient jamais.

Jules Guesde. — Lorsqu'il s'agit de parler en passant d'une œuvre aussi magistrale que le *Capital* de Marx, je ne saurais avoir la prétention de faire pénétrer ma conviction et celle du monde savant dans les cerveaux de tous mes collègues, alors que je me souviens très bien que, dans un article du *Journal des Débats*, M. de Molinari écrivait lui-même — et il croyait écrire à son avantage — qu'il avait essayé de lire le *Capital* et qu'il n'en avait rapporté qu'un énorme mal de tête. Cet aveu, permettez-moi de le dire, peut donner la mesure du cerveau de M. de Molinari, mais ne touche en aucune façon l'œuvre de Marx, que d'autres, heureusement, ont comprise, ces autres qui sont aujourd'hui légion, que vous rencontrez dans toutes les universités de France, d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne et de Belgique, partout... (*Très bien ! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. Cuneo d'Ornano. —

Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement.

Jules Guesde. — Dans ces conditions, mon cher collègue, nous serions tous des physiologistes aussi distingués que Claude Bernard, des chimistes aussi complets que Berthelot, nous posséderions en un mot la somme totale des connaissances humaines *et quibusdam aliis*,

qui sait ? Je vous laisse donc votre interruption pour compte, et je reviens à M. Deschanel et à la critique qu'il a apportée ici comme complément de la critique formulée par M. de Mun.

Je suis obligé de constater que dans cette critique il y a une telle somme d'aveux et de vérités que ce qui a échappé à M. Deschanel nous suffit pour reconstruire la légitimité, la raison d'être et la nécessité du socialisme.

M. Deschanel a naturellement défendu la part du capital dans le partage du produit. Car M. Deschanel admet le partage. Non seulement il l'admet, mais il déclare qu'il est éternel ; il déclare que la question n'est pas de faire disparaître le partage, comme le veulent les socialistes, que la seule question qui se pose devant vous, devant les hommes politiques, devant les nouveaux économistes, est celle de mieux déterminer la part des ouvriers et la part des capitalistes ; c'est la proportion entre les salaires et le profit qui, d'après lui, peut seulement et doit être en discussion.

Pour justifier la part du capital, ou le profit, M. Deschanel s'est exprimé comme suit :

« Le travail présent ne saurait exister qu'autant qu'un travail antérieur lui a permis de naître. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que le travail présent, qui ne fait qu'un avec le travailleur, comme mon contradicteur l'a lui-même reconnu, n'est admis à pourvoir à sa propre vie, à faire vivre celui qui l'incarne, que dans la mesure où le permet le travail mort ou cristallisé dans les machines, dans les usines, dans les moyens matériels de production. Mais vous venez, par cette simple phrase, de reconstituer les classes, de les opposer l'une à l'autre.

M. Paul Deschanel. — Votre interprétation est peut-être habile, mais elle n'est pas exacte. En quoi le travail antérieur constitue-t-il une classe ?

Jules Guesde. — Je serais désolé que la Chambre pût croire à mon habileté et non à ma bonne foi ; je tiens donc à relire la phrase tout entière, de façon que l'interprétation que vient d'en donner M. Deschanel lui reste pour compte. Voici le passage :

« C'est sur cette théorie inexacte et incomplète de la valeur, que Marx a édifié tout son fameux système de la formation du capital, ce qu'il appelle la plus-value ; or, il

suffit d'un instant de réflexion pour voir qu'elle n'est pas plus exacte que l'autre ; et cela non seulement parce que, comme l'a très clairement expliqué M. de Mun, le mot « travail » ne doit pas s'appliquer seulement au travail manuel, mais aussi à l'idée et à la conduite, à la direction industrielle et commerciale de l'entreprise, mais parce que ce « travail de l'entrepreneur » — ce n'est plus M. de Mun qui parle, c'est M. Deschanel — « ce travail de l'entrepreneur et de l'ouvrier, ce travail présent, ne saurait exister qu'autant qu'un travail antérieur lui a permis de naître. »

Par conséquent ce que je citais tout à l'heure à l'état d'extrait est également exact au point de vue de la phrase complète. Je dis que cette phrase reconstitue les classes dans leur vérité, l'une devant l'autre ou plutôt l'une subordonnée à l'autre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Si sans le travail antérieur, transformé en moyens de production, le travail présent ou vivant ne peut exister, voilà la classe qui incarne ce dernier travail, la classe prolétarienne, mise à la merci, ne pouvant travailler ou vivre que par la permission des détenteurs des moyens de production, c'est-à-dire de la classe capitaliste. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. Paul Deschanel. — Non ! il ne s'agit nullement des classes.

Jules Guesde. — C'est ainsi que, sans le vouloir, ceux qui nient les classes sont obligés de les proclamer le jour où, descendant des nuages de la métaphysique, ils mettent le pied sur le sol des réalités économiques.

M. Deschanel y a été entraîné, de même que M. de Mun l'autre jour. Seulement de la part de M. de Mun il n'y avait pas obligation ; il pouvait rester en dehors des réalités ; homme du miracle, le miracle pouvait lui suffire.

C'est ainsi que lorsqu'il faisait le procès aux lois découvertes par Marx, point ne lui était besoin d'essayer d'en démontrer l'inexactitude. Il n'avait qu'à reprendre le discours qu'il prononçait à Bordeaux il y a trois ans et dans lequel il disait : « Toute loi qui ne s'appuie pas sur la loi divine est une loi caduque. » Il est évident que Marx ayant oublié de s'appuyer sur la loi divine, les lois de la valeur et de la plus-value ne pouvaient pas ne pas être caduques, pour M. de Mun.

M. Deschanel, lui, n'est pas dans les mêmes conditions :

il ne peut pas s'échapper par la porte du miracle, la porte de la loi divine. Il est condamné à rester dans le domaine humain; et, après avoir reconnu l'existence des classes, il ne saurait plus contester que la distribution des produits dans la société d'aujourd'hui s'opère d'une façon nécessaire, mathématique, et que le partage dans lequel il voudrait faire intervenir l'État, pour le modifier, est régi par des lois contre lesquelles on ne peut rien — c'est M. Aynard qui va vous le dire tout à l'heure, — parce que le mode de distribution des produits est déterminé toujours et fatalement par le mode de production.

Si vous avez, d'un côté, le travail mort, le capital représenté par une classe, et si vous avez, de l'autre, le travail vivant, représenté par une autre classe, par les prolétaires, il est absolument certain que la loi qui va présider à la répartition du produit, en salaire ici, en profit là, que cette loi vous échappe, qu'elle naît, inéluctable, du mode de production lui-même. Et M. Deschanel le reconnaissait encore quelques lignes plus loin quand il indiquait que pour mettre fin à cet état de choses, il n'y avait qu'un moyen, le nôtre : c'est de « mettre dans les mêmes mains le capital et le travail par la socialisation des moyens de production ».

M. Paul Deschanel. — Vous reproduisez inexactement mon raisonnement.

Jules Guesde. — Oui, les facteurs de la production, les conditions matérielles, d'un côté, et les conditions personnelles, de l'autre, divisées, donnent lieu à ce qui existe aujourd'hui : au profit d'un côté, et au salaire de l'autre, qui ne saurait dépasser ce qui est indispensable aux travailleurs pour se maintenir à l'état vivant et pour se reproduire.

Inutile toute théorie, loi des salaires, ou plus-value ; le simple bon sens suffit à établir que tant qu'il existera des hommes qui, dépossédés de tout, n'auront pour vivre que leur force-travail à vendre le matin s'ils veulent manger le soir et donner à manger aux leurs, ces hommes la vendront, se vendront toujours et partout, nécessairement, dès qu'ils trouveront, en échange, la bouchée de pain, le minimum de subsistance qui les empêchera de mourir, eux et leur famille.

Comment constester que la classe qui a faim, et qui ne peut conjurer cette faim qu'en se portant elle-même sur le

marché du travail, devra accepter le prix de vente, c'est-à-dire le salaire, qui est la condition même de son existence, de sa survivance ? Et voilà du coup la règle du partage tout établie : d'un côté, une classe qui, dans la mesure où l'autre classe a besoin d'elle, et seulement dans cette mesure, ne recevra jamais que la part correspondant à un minimum de subsistance ou de vie, et de l'autre côté la classe qui, détenant les moyens de production, maîtresse du travail et de la vie de l'autre, conservera tout le surplus de la production ouvrière, tout l'excédent du travail humain.

La part du travail, ce n'est pas le bon cœur ou le mauvais cœur des patrons, ce ne sont pas leurs dispositions personnelles qui peuvent la fixer, la réduire ou l'augmenter ; ce n'est même pas l'intervention de la loi. Elle est déterminée par l'esclavage de fait des travailleurs qui, dépossédés de tous moyens de produire ou de travailler, sont réduits à se contenter de ce qu'on voudra bien leur aumôner pour mettre en valeur, pour faire produire un outillage qui appartient à d'autres.

Ah ! je n'ai pas oublié ce que M. de Mun, et non pas M. Deschanel, est venu objecter ici. Il a dit : Oui, c'est vrai, il y a partage du produit ; le salaire ne correspond pas à la productivité totale du travail ; mais les socialistes laissent croire, donnent à entendre que tout ce qui, dans le produit du travail, ne correspond pas au salaire, tout cela va, à titre de profit, entre les mains des entrepreneurs ou entre les mains des capitalistes.

Or, nous n'avons jamais dit cela : jamais les socialistes, jamais les marxistes, jamais Marx, n'ont été suffisamment aveugles pour ne pas se rendre compte que, dans le produit annuel du travail, une partie va au renouvellement de l'outillage, une autre aux frais généraux, une autre encore à la direction de l'entreprise, une dernière enfin à l'extension de la même entreprise.

Jamais, encore une fois, nous n'avons prétendu ou laissé croire que tout ce qui n'était pas salaire représentait réellement du travail volé. Nous avons au contraire expliqué que, dans la société de demain, il y aurait encore une part du produit qui n'irait pas à la consommation directe et personnelle des travailleurs, manuels et intellectuels, et qui aurait à faire face aux frais généraux, quoique réduits, à l'usure des machines et aux autres nécessités économiques

que non seulement nous ne nions pas, mais que nous avons toujours proclamées.

Mais cela veut-il dire qu'en dehors des frais indispensables à toute production, celle de demain comme celle d'aujourd'hui, il n'y ait pas quelque chose qui s'appelle le profit, et que M. Deschanel réclame pour le capital, c'est-à-dire pour le travail antérieur ou mort ? Mais le travail mort, il a déjà reçu sa rémunération. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

La rémunération, ç'a été le salaire, les appointements, le prix qui lui a été payé lorsqu'il était le travail vivant. Il a été rémunéré dans le passé et il ne saurait avoir la prétention d'être rémunéré éternellement ; il y a là, je le répète, une confusion qu'il faut absolument dissiper. Le travail passé, le travail représenté par ceux qui ont pu mettre de côté, économiser, il a autant de droits, mais il ne saurait en avoir plus que le travail présent, incarné, lui, dans les travailleurs d'aujourd'hui. Et on ne peut admettre qu'il s'impose au travail vivant pour l'exploiter et lui dire : Tu vas m'entretenir à perpétuité.

Or, c'est ce que M. de Mun appelle la rémunération légitime du capital ; il a même employé une expression qui suffirait à faire justice du véritable sophisme qui se cache derrière les mots, il a parlé de la nécessité de « rémunérer la matière première » ! Ainsi le coton, ainsi la laine, manufacturés dans les filatures, dans les tissages du Nord, ne sont plus des choses, mais des personnes qui nous tendent les mains et demandent une rémunération ! C'est donner la vie à la matière inerte, morte, pour la supprimer aux hommes ! (*Exclamations à droite*).

M. Charles Ferry. — Mais, ce coton, ce sont des travailleurs qui l'ont produit.

M. Henri Laniel. — Il a voulu dire le prix de la matière première et non pas la matière première elle-même.

Jules Guesde. — J'ignore ce qu'il a voulu dire, mais j'affirme que l'expression suffit à faire justice de la thèse soutenue. Car il faut aller jusque-là, il faut réclamer une rémunération pour la matière première... (*Non ! non ! au centre et à droite.*)

M. Adrien Lannes de Montebello. — Pour le prix de la matière première.

Jules Guesde. — ... une rémunération pour les machines, une rémunération pour le cheval-vapeur aujourd'hui et pour le watt électrique demain, si l'on veut que soit légitime ce qu'on appelle la rémunération du capital.

M. Henri Laniel. — Vous jouez sur les mots !

Dejeante. — Et vous, vous jouez sur les choses !

Jules Guesde. — Tout en reconnaissant qu'en dehors de ce que j'appellerai la reconstitution et le développement des conditions matérielles de la production, qui doivent évidemment être prélevés sur le produit annuel du travail, le profit proprement dit existe, qui, pour lui, représentait la rémunération des matières premières, et pour M. Deschanel, la rémunération du travail mort, M. de Mun a prétendu que ce profit était des plus limités.

On en parle, disait-il, sans cesse aux travailleurs, on le leur donne comme une dîme écrasante, alors qu'en réalité c'est une part infinitésimale du produit de leur labeur ; et il vous a cité à l'appui l'Etat de Massachusetts, dont une statistique officielle, légale, établirait — je tiens à reprendre le chiffre porté ici — que ce profit atteignait à peine un dollar et demi par travailleur.

Or, j'ai ici les chiffres des profits aux États-Unis pour une période de trente années, depuis 1850 jusqu'à 1880. Je les emprunte au remarquable ouvrage de Gronlund, *The cooperative commonwealth*. Vous allez voir ce qu'est réellement cette part du capital que l'on qualifie de ridicule, dont nous devrions faire abstraction, et qu'exploitent les collectivistes pour ameuter les prolétaires contre la société capitaliste d'aujourd'hui.

En 1850, le produit net de l'industrie manufacturière aux États-Unis — défalcation faite des matières premières, du combustible, de l'usure du matériel, des frais généraux et autres dépenses indispensables — s'élevait à 2 milliards 187 millions ; en 1860, à 4 milliards 25 millions.

M. Charles Ferry. — Où avez-vous trouvé ces chiffres ?

Jules Guesde. — Je parle du produit net, — nous verrons ensuite comment il se divise, — c'est-à-dire du produit comprenant et profits et salaires.

En 1870, il s'est élevé à 6 milliards 550 millions, et en 1880 à 9 milliards 170 millions.

La part des travailleurs, sous la forme salaire, a été de 1 milliard 187 millions pour 957,000 ouvriers en 1850.

La part du capital a été de 1 milliard. Vous entendez : salaires, 1 milliard 187 millions ; profits capitalistes, 1 milliard.

En 1860, salaires des travailleurs, au nombre de 1 million 300,000 : 1 milliard 895 millions ; profits capitalistes : 2 milliards 130 millions.

En 1870, salaires pour 2 millions de travailleurs : 3 milliards 100 millions ; profits capitalistes : 3 milliards 550 millions.

En 1880, salaires des travailleurs, au nombre de 2 millions 730.000 : 4 milliards 430 millions ; profits capitalistes : 4 milliards en chiffres ronds.

Ce qui veut dire que la part du travail, dans ce partage dont M. Deschanel proclame l'éternité et la nécessité, que nous sommes criminels de vouloir faire disparaître, a été en 1850 de 54 p. 100 ; en 1860 de 47 p. 100 ; en 1870 de 47 p. 100, et en 1880 de 51 2/3 p. 100 ; tandis que la part du capital était de 46 p. 100 en 1850 ; de 53 p. 100 en 1860 ; de 53 p. 100 en 1870 ; de 48 1/3 p. 100 en 1880.

Ce qui revient à dire encore que le salaire moyen annuel par ouvrier a été en 1850 de 1,225 fr. ; en 1860 de 1,450 fr. ; en 1870 de 1,550 fr. ; en 1880 de 1.725 fr. ; tandis que le prélèvement par ouvrier, ou profit capitaliste, était de 1,025 fr. en 1850 ; de 1,625 fr. en 1860 ; de 1,725 fr. en 1870 et de 1,617 fr. 50 en 1880.

Voilà comment se présente à nous ce profit qui n'était qu'une quantité négligeable, que nous avions tort de faire figurer dans notre arithméthique socialiste. Il constitue, non plus, comme la dîme féodale d'avant 1789, un dixième au plus du travail humain, mais, en moyenne, les cinq dixièmes de ce travail, enlevés aux travailleurs.

C'est ce partage que le socialisme a la prétention de faire disparaître et qui ne saurait disparaître, de l'aveu même de M. Deschanel, qu'autant que les travailleurs deviendront les maîtres, les propriétaires des moyens de production.

C'est encore avant-hier que vous l'avez dit : « Pour

obtenir ce résultat, il faudrait mettre dans les mêmes mains le capital et le travail. »

C'est la seule manière d'en finir avec le partage, et nous voulons en finir, parce que, avec un pareil régime, ce sont les crises sociales en permanence, c'est ce désordre pour ainsi dire organique que vous nous accusez d'apporter dans votre société, alors qu'au contraire nous voulons y ramener l'ordre; c'est la guerre civile, latente ou ouverte; et que, pour mettre un terme à cet état de choses, il n'y a pas deux moyens, il n'y en a qu'un : c'est de faire des travailleurs, de tous les travailleurs sans exception, les copropriétaires des instruments et de la matière du travail. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Tant qu'on n'aura pas opposé une solution à la nôtre, nous dirons et nous avons le droit de dire : les collectivistes sont le seul parti de l'ordre (*Exclamations au centre. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche*) le seul parti de la paix sociale, parce qu'ils ne se bornent pas à phraser sur l'ordre ou sur la paix, mais s'efforcent — et sont seuls en mesure — de créer les éléments indispensables à cet ordre et à cette paix.

Eh bien, cette solution, vous ne l'avez apportée ni les uns ni les autres. La solution de M. de Mun, c'est M. Deschanel qui l'a éliminée : il a déclaré qu'il n'acceptait pas cette mainmise par l'Eglise sur la conscience des patrons pour leur créer des devoirs vis-à-vis de leurs ouvriers.

M. d'Hulst. — Non : leur rappelant des devoirs, et non pas : leur créant des devoirs. Nous n'avons aucun pouvoir de créer des devoirs; nous avons la mission de les rappeler. (*Très bien ! très bien ! à droite. — Interruptions à l'extrême gauche.*)

Jules Guesde. — J'accepte votre rectification et je vous remercie d'autant plus qu'elle ne fait que souligner votre impuissance. Si vous essayiez au moins de créer ces devoirs, on pourrait croire que, jusqu'à présent, ils n'existaient pas. Mais vous dites : notre mission se borne à les rappeler. Eh bien, voilà dix-huit siècles que vous les rappelez, et votre appel n'a pas encore été entendu. (*Applaudissements à l'extrême gauche).*

M. d'Hulst. — Je demande la parole.

Jules Guesde. — Votre cloche a sonné dans le vide, et les profits patronaux ont continué à couler comme un torrent emportant et noyant les masses ouvrières. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche*).

M. Deschanel a écarté cette solution par trop extrahumaine et il a ajouté, d'autre part, qu'il n'acceptait pas davantage la solution qu'apportera tout à l'heure M. Aynard.

Le laissez-faire, laissez-passer, de l'économie politique orthodoxe, ne lui dit rien qui vaille. Il ne croit pas — et ce n'est pas nous qui lui donnerons tort — que la paix puisse sortir de la guerre qui fait rage chaque jour dans toutes les usines du monde. Il ne croit pas que, dans cette lutte pour le partage du produit entre les salariés qui veulent porter leur salaire au maximum et les salariants qui entendent de leur côté porter au maximum leurs profits, il y ait place pour un équilibre, pour une harmonie sociale. Il n'est, a-t-il conclu, ni avec M. de Mun ni avec les économistes de la vieille école. Il est avec ceux qu'il a appelés la majorité républicaine.

Je crains, moi, qu'il ne soit qu'avec lui-même, et encore ! — avec M. Deschanel de 1896, mais pas avec M. Deschanel de 1890. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Paul Deschanel. — J'ai toujours été le même.

Jules Guesde. — Il vous a dit : Je suis pour l'intervention ; je reconnais que le contrat de travail n'est pas un contrat ordinaire, parce que l'ouvrier se vend en même temps qu'il vend son travail, et par conséquent nous ne pouvons pas laisser fonctionner la loi de l'offre et de la demande vis-à-vis d'un être humain qui pense, qui aime, qui souffre, comme lorsque cette loi s'applique au fer, au coton, au sucre, à n'importe quelle autre marchandise morte. Voilà ce que vous a dit M. Deschanel.

M. Paul Deschanel. — Votre interprétation est forcée !

Jules Guesde. — Non ! ce n'est pas forcé ! L'économie politique bourgeoise vous démontrera, au contraire, que vous êtes dans l'erreur, que vous êtes, vous aussi, un esprit subversif (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche*) et que, par cette brèche que vous avez ouverte, tout le collectivisme finira par passer. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. Deschanel vous a dit : Je suis pour l'intervention du législateur, pour l'intervention de l'Etat, — nous, nous dirions : pour l'intervention sociale, — je crois qu'il y a là un devoir éminent à remplir, qu'on ne peut pas laisser des individus isolés, dépossédés, qu'on ne peut pas les laisser en face du capital bardé de fer, eux qui sont pour ainsi dire tout nus, en s'en remettant dans un duel aussi inégal à ce qu'on appelait autrefois le jugement de Dieu.

Il vous a dit : Je suis interventionniste. C'est là la solution que j'apporte, c'est là ce que je représente, non pas avec la Révolution française, dont il s'est réclamé, mais contre la Révolution française, qu'il n'a acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

Eh bien ; qu'est-ce que c'est que cet interventionnisme ? Voulez-vous que nous l'examinions ?... Vous ne vous êtes pas rendu compte de ses conséquences ; ou peut-être au contraire aviez-vous conscience de ce qu'il y avait derrière cette impossibilité, proclamée par vous, de laisser, à la fin du dix-neuvième siècle, écraser les faibles par les forts, dans une société qui se prétend humaine.

Ce qu'il y a dans cet interventionnisme, mais ce sont précisément la violence et l'arbitraire qu'on nous reproche, à nous qu'on appelle à tort étatistes, de vouloir substituer aux rapports naturels, normaux, des hommes entre eux ; c'est une immixtion constante, de tous les instants, dans les relations sociales.

Vous avez, en effet, pris soin d'expliquer que votre interventionnisme aurait à tenir compte des conditions particulières, à se modifier d'après les milieux partiels, les industries différentes.

Il ne s'agit pas, avez-vous ajouté, d'une solution générale et unique, qui, comme celle des collectivistes, s'appliquerait à tout et à tous. Nous aurons toute espèce, tout genre d'intervention ; c'est l'intervention sur mesure. (*Rires à l'extrême gauche*).

Ne voyez-vous pas que vous êtes en train de livrer votre société basée sur la liberté, sur le droit individuel, au pire des arbitraires, à tous les caprices d'un Etat omnipotent ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Ce n'est plus nous qui représentons l'inquisition en permanence, c'est M. Deschanel avec son interventionnisme coulant à pleins bords...

M. Paul Deschanel. — Pourquoi : « coulant à pleins bords » ?

Jules Guesde. — ..... débordant sur toutes les formes de l'activité humaine, sans autre règle, sans autre garantie que le bon plaisir des gouvernants. Oh non! nous n'en voulons pas, pour l'avenir, de cette intervention à outrance dont vous avez fait tout votre programme. (*Interruptions au centre*).

Pour l'instant, dans le milieu actuel, soit! Comme nous admettons l'intervention de l'agent de police ou du gendarme quand un passant la nuit est assailli et voit sa vie menacée. (*Rires au centre*).

M. le comte de Bernis. — C'est une concession.

Jules Guesde. — Ce n'est pas une concession que nous faisons, c'est une concession qu'on nous fait (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche*), car M. Deschanel ne nous l'avait pas encore faite, et jusqu'à présent c'était nous et nous seuls qui soutenions qu'il était impossible de laisser assassiner les prolétaires...

M. Raymond Poincarré. — Alors on peut assassiner les capitalistes. (*Rires au centre.*)

Jules Guesde... qu'il fallait que la loi les protégeât contre un surtravail homicide et que, puisqu'il y avait une force publique pour veiller sur les coffres-forts des patrons, il devait y avoir des lois pour sauvegarder la vie ouvrière. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je répète que cette façon d'intervenir de l'Etat, qui a une raison d'être aujourd'hui, dans une société fondée sur l'inégalité, n'est pas, ne saurait être une solution définitive. Singulière solution, en tout cas, qui équivaudrait à éterniser la maladie pour nécessiter l'intervention quotidienne du médecin !

Nous avons une autre ambition : nous voulons, nous, en finir avec la maladie ou le mal social, pour qu'il n'y ait plus lieu qu'à une hygiène sociale.

M. Deschanel, sans s'en douter, revenait à la solution de M. de Mun, à la solution chrétienne : « il y aura toujours des pauvres parmi nous, donc ayons des riches qui fassent l'aumône ». A la place des riches faisant l'aumône, M. Des-

chanel a mis l'Etat se faisant protecteur, intervenant au profit des faibles. Mais c'est toujours la charité, que ce soit la charité privée au nom de Christ ou la charité légale au nom de l'Etat ; et les travailleurs ne veulent d'aucune forme de l'aumône ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Ils veulent que les produits du travail appartiennent tout entiers à ceux qui les ont créés, qui en sont le père et la mère. Et, pour ce, ils ne veulent plus du partage, qui les vole en grand, même avec la promesse de M. Deschanel, d'une restitution en détail ou partielle.

Et quand on songe que M. Deschanel qui n'admet pas que le partage puisse jamais disparaître, quand on songe que c'est lui qui, l'autre jour encore, nous a donnés pour des partageux !

Reprenant une accusation d'autrefois, qui lui a valu un nouveau démenti de notre ami Vaillant, il a dit : « Le communisme, mais c'est le partage. »

Nous ne sommes pas, que je sache, en régime communiste et cependant le partage existe, fonctionne tous les jours; que dis-je ? M. Deschanel, qui n'est pas suspect de communisme, vous a déclaré que le partage est de nécessité sociale, que tout au plus pourrait-on augmenter la part des uns et réduire celle des autres. Et c'est le même M. Deschanel qui, pour transformer les collectivistes en partageux, s'est avisé d'évoquer la conjuration des Egaux et de se retrancher derrière une phrase de Babeuf.

M. Charles Ferry. — C'est vous qui le revendiquez !

Jules Guesde. — Si M. Deschanel s'est imaginé embarrasser les collectivistes et leur propagande en nous confondant avec les communistes, il s'est grandement trompé. C'est volontairement, systématiquement que dans mon discours de la semaine dernière j'ai dit : collectivisme ou communisme. Nous ne renions pas, en effet, nous ne renierons jamais les communistes d'autrefois. Que passant pardessus les babouvistes vous nous rattachiez à la *République* de Platon, à l'*Utopie* de Thomas Morus, à la *Cité du Soleil* de Campanella, tout ce grand passé, nous nous glorifions de le faire nôtre, nous réclamons comme notre tradition préhistorique le grand rêve communiste de tous ceux qui, du cerveau ou de la main, ont lutté pour le bien-être ou le bonheur commun. Ceux-là, nous les saluons ; nous les saluons deux fois quand, pour cette « tentative glorieuse »

— c'est l'expression de M. Ranc, aujourd'hui sénateur, — ils ont, comme Babeuf et ses héroïques complices, porté leur tête sur l'échafaud. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Ceux-là, ceux qui ont saigné pour affranchir l'humanité, ceux-là, nous les revendiquons, non seulement pour nos lointains ancêtres, mais pour nos pères directs, non pas pour nos pères intellectuels, mais pour nos maîtres en sacrifices, ayant donné leur vie, comme nous donnerions la nôtre aujourd'hui, pour la libération de nos frères de travail et de misère ! (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Mais ce que nous ne pouvons pas tolérer, c'est que, pour les besoins de sa polémique, M. Deschanel ait tenté de dénaturer la conjuration des Egaux et, en même temps, de déshonorer l'homme qui, je le répète, a su mourir pour ses idées. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Vous avez parlé de Babeuf comme d'un faussaire, monsieur Deschanel. Or, vous savez, ou vous devriez savoir, que si Babeuf a été condamné par contumace, il a été vengé, réhabilité par le décret de la Convention qui a cassé le jugement pour « excès de pouvoir et défaut d'équité » et qui était signé de Merlin (de Douai) et que, renvoyé devant la commission des administrations civiles, il a vu finalement, en thermidor, proclamer sa complète innocence.

M. Paul Deschanel. — Par l'influence de Fouché, car il était le protégé de Fouché, comme il avait été celui de Marat. (*Applaudissements au centre. — Bruits à l'extrême gauche*).

Jules Guesde. — Je dis qu'il n'est pas digne d'adversaires à un siècle de distance d'aller ramasser une calomnie pour la clouer sur le cadavre de celui devant lequel se sont inclinés des hommes comme Ranc, comme Jaclard, comme Blanqui, comme Voyer d'Argenson, et dont quelques-uns resteront l'éternel honneur de la démocratie française ; vous le deviez d'autant moins que vous ne pouviez ignorer que votre argumentation historique ne pouvait porter contre nous.

Si Babeuf, dans son Manifeste, a parlé de distribuer les biens des conspirateurs aux bons citoyens, à ceux qui se joindraient au mouvement révolutionnaire, il ne faisait que continuer la pratique qui était courante depuis que la Révolution avait commencé. Ce n'est pas Babeuf qui a eu l'idée

de promettre 1 milliard des biens des émigrés à ceux qui iraient à la frontière défendre la patrie et la République. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) C'est la Convention qui a rendu ce décret.

Ce n'est pas non plus Babeuf, c'est St-Just qui, plus tard, décidait que les biens des suspects seraient partagés entre tous les non-propriétaires, entre tous les indigents de l'époque. Par conséquent, ce que vous avez indiqué comme la caractéristique de la conspiration des Egaux appartient à la période que nous appelons, nous, révolutionnaire bourgeoise ; c'est la Convention qui en a eu l'initiative, cette Convention dont vous rappeliez l'abominable décret punissant de mort tous ceux qui parleraient de lois agraires, cette Convention qui a fait plus que défendre la propriété individuelle, qui avant de proclamer la République, le 22 septembre, jurait, sur la demande de Danton, que les propriétés industrielles et territoriales seraient éternellement sacrées. C'est elle qui a fait entrer dans sa politique le partage des biens des suspects, le partage des biens des émigrés, le partage des biens des ennemis de la France et de la Révolution — qui à cette époque ne faisaient qu'un.

Pourquoi donc avoir fait intervenir contre les Egaux et leur République cette unique phrase, qui d'ailleurs est en contradiction absolue avec l'esprit même des conjurés ? Vous n'êtes pas sans le savoir, vous avez lu Buonarotti, vous avez lu le Manifeste des Egaux : vous ne pouvez ignorer que ce qu'ils poursuivaient, c'était « le bonheur commun fondé sur la communauté des biens », et que jamais une minute ils n'ont eu l'idée de lois agraires, contre lesquelles ils protestaient, ni d'une forme quelconque de partage. Ce partage, hélas ! il s'était fait avant eux, il s'était fait contre eux, contre la France paysanne et la France ouvrière d'alors. Reportez-vous donc aux *Lundis révolutionnaires*, de Georges Avenel. Le titre en est un peu bien subversif, mais vous vous rassurerez en apprenant que ces pages d'histoire, les plus puissantes qui aient été écrites sur la Révolution, paraissaient dans un journal qui n'était rien moins que socialiste : c'était dans la *République française*, qui n'avait pas encore comme directeur M. Méline, mais Gambetta. Dans ses *Lundis révolutionnaires*, voici ce que pouvait écrire Georges Avenel :

« Nos écrivains patriotes ont raconté la Révolution ou plutôt l'ont chantée au point de vue de l'idée pure. Les biens nationaux, ils en ont jugé par éclair, se contentant de

quelques menus faits qu'ils ont enguirlandés de considérations générales. Ils n'ont vu là que le clergé et la noblesse qu'on dépouillait. S'ils ont applaudi sans regarder de trop près en quelles mains allait vraiment toute la dépouille, personne de ces lettrés si minutieux à noter les discours, les batailles, les décrets, les Constitutions, bref tout ce qui brille, bruit et passe, n'a daigné éplucher la grosse affaire matérielle de ces temps-là en suivant pas à pas cette série de ventes fiévreuses, furieuses, révolutionnaires, incessantes pendant plusieurs années, ventes ou vols à milliards qui ne furent qu'une sorte d'orgie territoriale où tous les capitalistes firent chère lie. Le jeu de la spéculation primant toute autre considération en ce remue-ménage, le droit de prise s'y affirma aussi brutalement qu'en temps de conquête ; et lorsque des voix patriotes s'élevaient par intervalle en faveur des prolétaires qu'on oubliait, vite les loups-cerviers de la finance se récriaient, au milieu de la curée, contre le spectre de la loi agraire.

« Ah ! le peuple dépouillé par les ventes ! voilà surtout ce qu'on n'a jamais fait entrevoir...

« On fit pourtant, à cet époque (fin de 1793), une promesse solennelle aux sans-culottes armés défenseurs de la patrie. La Convention décréta qu'il leur serait réservé pour 1 milliard de biens nationaux comme juste récompense. Ils pouvaient donc sans broncher aller se battre aux frontières.

« Nouvelles promesses aux prolétaires. Le 8 ventôse, Saint-Just fait décréter qu'on dressera un tableau de tous les patriotes indigents et qu'on les indemnisera avec le bien des ennemis de la Révolution ; mais ce décret vague et fluant n'est qu'un trompe-l'œil...

« Ainsi donc, quand le 9 thermidor arriva, les prolétaires n'avaient eu miette des biens d'Eglise, leurs propres biens, et ils ne devaient pas en avoir davantage. On leur avait partagé çà et là quelques bribes de biens communaux, et on ne devait pas leur faire d'autres partages. En revanche, ils étaient riches de promesses : 1 milliard de terre comme défenseurs de la patrie et les biens des suspects à répartir entre eux tous. Ah ! le bon billet ! »

Oui, les grands bourgeois de l'époque ne s'étaient pas bornés à partager : ils avaient tout pris. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. le comte de Bernis. — On a changé de bourgeois, voilà tout !

Jules Guesde. — En déclarant biens nationaux les biens de l'Eglise, les biens des émigrés, ils n'avaient fait que couvrir d'un masque d'intérêt national leurs appétits particuliers. Dans tous les cas, libre à mes collègues de cette Chambre de se rattacher à cette partie de la bourgeoisie du siècle dernier qui, pendant la Révolution, a agioté sur les biens nationaux et n'a eu qu'une idée : se les partager.

Nous, qui nous réclamons purement et simplement de l'homme qui a donné sa vie pour ses idées et pour l'affranchissement de ses semblables, nous sommes prêts à faire un départ dans cette Révolution : A vous, ceux qui ont volé à la nation les biens qu'ils ne lui avaient que momentanément et nominalement restitués (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche*); à nous, au contraire, ceux qui, comme Babeuf et ses compagnons, n'ont vu dans la Révolution à mener à terme que le patrimoine commun de l'humanité à reconstituer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le comte de Bernis. — Et les volés ?

M. Leydet. — Ils se sont rattrapés en 1815!

Toussaint. — Les volés avaient été les premiers voleurs!

Jules Guesde. — D'ailleurs, cette Révolution, vous voyez que plus on en parle, moins il est facile de s'entendre sur ce qu'elle a pu faire de bien et sur ce qu'elle a pu faire de mal. Après M. de Mun qui lui a rendu un hommage, très indirect, mais très inattendu, vous avez entendu M. Deschanel se poser ici en représentant de la Révolution française. C'était à la fin de son discours ; mais quelques minutes avant, au début, il avait fait la critique la plus sanglante que l'on puisse imaginer de cette même Révolution. D'après lui, par sa destruction « du principe même d'association », elle serait la source de tous les désordres d'aujourd'hui ; et, au premier rang de ces désordres, il plaçait, comme « une réaction extrême », le socialisme, qui arrive, au contraire, pour rétablir l'ordre dont il est le facteur essentiel. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rires ironiques au centre et à droite.*)

Il vous disait :

« En détruisant ces corporations qui avaient si puissamment contribué à l'essor de l'industrie européenne au moyen-âge, elle a créé dans notre organisation sociale,

économique, une formidable lacune, qui fut rendue plus sensible et plus dangereuse encore par les découvertes scientifiques et par les transformations de l'outillage industriel. C'est même pour cela, parce que l'individu isolé ne trouve plus en face de lui qu'une seule association vraiment vivante, fortement constituée, l'association générale, l'État, c'est pour cela qu'il tourne tout naturellement les yeux vers lui. Et c'est là ce qui explique la naissance et les progrès du socialisme contre l'excès d'individualisme du droit public issu de la Révolution. »

Ainsi donc, cette Révolution dont vous vous proclamez les fils dévoués et fidèles, vous avez déclaré que son œuvre n'était pas bonne, avait été funeste ; vous l'avez, en réalité, lâchée, reniée, sous prétexte d'en faire le pivot de votre politique. Eh bien, je tiens, moi, à la défendre contre vous qui ne l'avez pas comprise. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

La Révolution française, ah ! certes oui, elle a atteint son but, le seul qu'elle eût à atteindre, en brisant toutes les anciennes formes de production, tous les anciens moules qui s'opposaient au renouveau industriel, à ces forces productives que la science tenait en réserve, qui étaient là, derrière l'horizon, et qui devaient être déchaînées, malgré le cortège de souffrances et de misères qu'elles traînaient derrière elles, pour l'affranchissement réel et définitif de l'humanité. Elle a emporté tout ce qui faisait obstacle au régime capitaliste, préface indispensable de l'ordre socialiste, en faisant table rase d'un passé épuisé. Et c'est pourquoi, nous, les socialistes, nous nous inclinons devant elle avec plus de respect, et de sincérité, en tous cas, que ceux qui l'invoquent et s'en font aujourd'hui une arme contre nous.

Oui, même la loi Chapelier qui, si on l'examine isolément, à part, en soi, constituerait le plus monstrueux des attentats commis contre la liberté humaine au nom de la liberté, même cette mise de toute une classe hors du droit d'association s'imposait, était une nécessité, qui, si douloureuse qu'elle pût être momentanément, pouvait seule acheminer notre espèce vers sa libération en ouvrant la porte à la vapeur, au machinisme, à ces centaines de millions d'esclaves de fer et d'acier qui permettront demain à tous les hommes une vie réellement humaine et qui, incompatibles avec les conditions et les garanties, avouons-le, du régime corporatif, ne pouvaient surgir que sur ses ruines.

C'est cette destruction qui caractérise et constitue la

Révolution française ; c'est par là qu'elle a été et qu'elle reste une étape providentielle. (*Exclamations au centre et à droite*), si je puis employer le mot, dans la marche en avant de l'humanité !

M. le comte de Bernis. — Prenez garde ! Vous allez devenir clérical.

Jules Guesde. — Mon cher collègue, cette accusation de cléricalisme, je ne la crains ni ne m'en inquiète...

M. Lemire. — L'expression dont vous vous êtes servi est très bonne ; il n'y en a pas de meilleure.

Jules Guesde. — ... et pourtant je suis plus juste vis-à-vis du christianisme, vis-à-vis du grand passé de l'Eglise catholique, que ne l'ont été et ne le sont les membres du centre avec qui vous confondez de plus en plus vos votes.

M. d'Hulst. — On peut vous accorder cela.

Jules Guesde. — Nous répugnons au rôle d'accusateurs publics contre la longue série des siècles qui sont derrière nous. Nous ne méconnaissons ni n'insultons aucune des différentes phases de l'évolution sociale ; nous les classons, proclamant leur raison d'être successive et leur rendant successivement justice. C'est ainsi que dans ce treizième siècle, auquel faisait allusion l'autre jour notre collègue, M. Lemire, l'Eglise — nous ne faisons aucune difficulté de l'avouer — a joué un très grand et très utile rôle. C'est elle qui, se dressant devant les hommes bardés de fer d'alors, non seulement au physique, mais au moral, a été la seule puissance intellectuelle capable d'imposer une limite, de mettre un frein, au moins relatif, aux brutalités et aux violences de tous les jours. C'est elle qui, après avoir, il est vrai, détruit autant qu'il dépendait d'elle le patrimoine scientifique et artistique du monde gréco-romain...

M. le comte de Bernis. — Ce sont les barbares qui l'ont détruit.

Jules Guesde. — ... c'est elle qui a été seule à en recueillir les épaves, et dans ses cloîtres, et dans ses monastères,

devenus des asiles inviolables, a reconstitué en partie ce qu'elle avait tant contribué à brûler et à briser en bloc.

M. le comte de Bernis. — Ce sont les barbares, et non pas les chrétiens, qui ont tout détruit.

Jules Guesde. — Ce sont vos Césars chrétiens ! Faut-il vous rappeler les édits de Théodose ? (*Bruit à droite.*)

Je vous demande pardon, je suis encore assez naïf pour répondre à toutes les interruptions. J'aurais dû, au contraire, continuer mon exposé. C'est parce qu'on me disait : vous allez devenir clérical, que j'ai tenu à expliquer comment nous pouvions, comment nous devions être chrétiens dans le passé, en tenant compte des services rendus par le christianisme alors, et comment nous pouvons et nous devons être athées et collectivistes, aujourd'hui, au moment où l'homme est en train de devenir Dieu et de se sauver lui-même. (*Exclamations à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Aynard *et plusieurs de ses collègues.* — Ah ! le vilain dieu ! (*On rit.*)

Jules Guesde. — On me dit que c'est un vilain dieu.

M. le comte de Bernis. — Si l'homme était un dieu, je vous assure que je ne l'adorerais jamais !

Jules Guesde. — Si l'homme est un si vilain dieu, pourquoi donc votre dieu s'est-il décidé à se faire homme ? (*Bruit à droite.*)

Je reviens à la discussion générale. Je dis que, ni du côté de M. de Mun, ni du côté de M. Deschanel, on n'a apporté un remède quelconque au mal social dont cependant on était obligé de reconnaître l'existence, qu'il n'y a actuellement qu'un seul parti qui, devant l'accumulation des misères et des souffrances humaines, devant le besoin de justice et de liberté qui travaille les sociétés modernes, se présente avec une solution, que l'on peut discuter, que l'on peut dénaturer, mais qui reste unique, dominant, qui plus est, toute la politique de cette fin de siècle.

M. Aynard. — Quelle est cette solution ? (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

Jules Guesde. — M. Aynard me demande quelle est cette solution.

M. Aynard. — Je vais avoir l'honneur de vous répondre, et je vous demande votre solution.

Jules Guesde. — Je suis tout disposé à répondre à M. Aynard avant qu'il ait parlé, comme j'ai répondu à M. Deschanel après qu'il avait parlé.

M. Aynard me dit : vous parlez de votre solution ; quelle est-elle ? Elle constitue pourtant l'*a b c* du socialisme moderne.

M. Aynard. — Vous n'êtes pas d'accord entre vous.

Jules Guesde. — Mais les chimistes non plus ne sont pas d'accord ; cela n'empêche pas qu'il y a une chimie. Les physiciens non plus ne sont pas d'accord ; cela n'empêche pas qu'il y a une physique. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Les chrétiens non plus ne sont pas d'accord : il y a pourtant un christianisme. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

M. Lemire. — C'est évident.

Jules Guesde. — Je dis que la solution du socialisme, on n'a plus le droit de l'ignorer aujourd'hui, non pas seulement depuis qu'elle a été apportée à la tribune de cette Chambre, mais depuis bien plus longtemps, depuis qu'elle s'est imposée à l'attention de tous ceux qui étudient, en même temps qu'à l'impatience et aux espoirs de ceux qui souffrent.

La solution socialiste, elle n'est plus seulement du domaine de l'usine, de la mine, de tous les milieux en un mot où la torture humaine est telle que l'on est prêt à accepter les yeux fermés, sans contrôle, comme une certitude et un fait, ce qui pourrait n'être qu'un beau rêve. Elle a pénétré dans les laboratoires, elle a été passée au creuset, analysée, disséquée partout où règne la libre recherche.

Il n'existe pas dans le monde une seule université, entendez-le, une seule faculté, dans laquelle la théorie marxiste, la solution collectiviste, n'ait fait l'objet de discussions ardentes. Et même ceux qui l'ont le plus combattue, ceux qu'elle n'a pas encore ralliés sont obligés de reconnaître

qu'on ne peut rien lui opposer. S'ils la repoussent, c'est par préjugé, ou par l'impossibilité où ils se trouvent de se représenter en mouvement tous les rouages de la société nouvelle : pour venir à nous, il leur faudrait être préalablement entrés dans la terre promise.

Tout à l'heure, j'ai nommé Loria, un de nos adversaires les moins contestés. Or, Loria, parlant du « Capital », est obligé de dire : « le splendide ouvrage » de Marx. Il est obligé de s'incliner devant la puissance scientifique de Marx ; ce qui doit vous convaincre qu'aujourd'hui ce n'est plus en disant : « Je ne sais pas », que vous empêcherez les autres de savoir. *(Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)*

M. Adrien Lannes de Montebello. — Nous vous demandons de nous dire ce que vous savez.

Jules Guesde. — Je l'ai déjà dit plusieurs fois ; ce sera une vingt-cinquième édition.

M. Adrien Lannes de Montebello. — Elle nous sera très agréable.

Jules Guesde. — La paix sociale n'est possible, la société ne sera une société humaine, dans le vrai sens du mot, que lorsqu'elle ne sera plus basée sur l'antagonisme des intérêts, lorsque nous serons sortis du régime des classes, lorsque, pour cela, les deux facteurs de la production, aujourd'hui séparés, le matériel de production ou le capital, et le personnel de production ou le travail représenté par la classe ouvrière, ne feront qu'un, lorsque la société, maîtresse de ses forces productives, les mettra en valeur directement, à l'aide de tous ses membres valides.

Il est un mot de Stuart Mill que vous connaissez sans doute, de ce Stuart Mill que M. de Mun prenait l'autre jour à témoignage contre nous : dans ce qu'on peut considérer comme son testament politique, dans son *Autobiographie*, Stuart Mill écrivait : « Le capital est nécessaire à la production, mais pas le capitaliste. » — *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Exclamations ironiques au centre et à droite.)*

M. Jules Delafosse. — La phrase est jolie !

Jules Guesde. — Eh bien ! toute la solution du problème social est là. Il faut que le capital de production cesse d'appartenir à quelques-uns, à une classe, pour devenir la propriété commune de toute la nation, de toute la société. Et quand cela sera, tout ce qui est humainement possible sera fait.

M. Adrien Lannes de Montebello. — Mais comment le fera-t-on ?

Jourde. — Cela dépend de vous.

Jules Guesde. — Vous me demandez comment cela se fera ? Je n'ai pas la prétention de disposer d'une baguette magique quelconque.

M. Georges Berger. — C'est déjà bon à savoir.

Jules Guesde. — Il me suffit de constater que, par suite de la concentration des capitaux, par suite du développement de la grande industrie, du grand commerce et de la haute finance, une nouvelle féodalité se constitue, dont les titulaires deviennent de moins en moins nombreux, et que, de l'autre côté, les dépossédés, dans le domaine du travail manuel comme dans le domaine du travail intellectuel, vont tous les jours augmentant. Tous les jours, le prolétariat s'augmente des écrasés du petit commerce, de la petite industrie, des fonctions dites libérales, qui n'ont pas trouvé et peuvent de moins en moins trouver place dans les cadres de votre société qui vont se rétrécissant de plus en plus.

M. Georges Berger. — Mais le nombre des petits patrons augmente constamment !

Gustave Rouanet. — Où avez-vous vu cela ?

Gérault-Richard. — Consultez donc les statistiques des faillites.

M. le Président. — Je vous en prie, messieurs, veuillez laisser parler l'orateur !

Jules Guesde. — Vous me demandez une réponse : si c'est pour y substituer la vôtre, il est inutile de m'interroger. Interrogez-vous vous-mêmes.

Je dis que le nombre de ceux qui possèdent leur instrument de travail va tous les jours diminuant. Ce sont vos statistiques qui le constatent.

M. Balsan. — Comment expliquez-vous alors que le nombre des patentes s'accroisse ?

M. Georges Berger. — Je répète que le nombre des petits patrons augmente constamment. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. le Président. — Messieurs, il y a cinq orateurs inscrits pour répondre à M. Guesde ; veuillez ne pas l'interrompre. (*Très bien ! Très bien !*)

Gustave Rouanet. — Faites-leur l'historique de la grève de Trignac et parlez-leur des mines de fer de l'Anjou estimées 750.000 francs, puis 12 millions.

Jules Guesde. — Je n'ai pas l'habitude de procéder par simple affirmation et je vous prie de croire que quand j'apporte une assertion, c'est qu'elle est, pour moi au moins, basée sur des faits et des chiffres. Et comme ce n'est pas nous qui dressons les statistiques aujourd'hui, comme cet admirable instrument d'investigation est entre vos mains, vous ne pouvez pas en contester ou en suspecter les données.

Or, voici ce que je relève dans la *France économique* de M. de Foville, pour l'année 1889 :

Les métiers à bras dans l'industrie textile française étaient encore, en 1873, au nombre de 328.000, dont 83.000 pour le coton, 60.000 pour la laine, 125.000 pour la soie, 60.000 pour le lin, chanvre et jute.

En 1885, à peine en compte-t-on 140.000. C'est-à-dire qu'en douze années, 188.000, — plus de la moitié — ont disparu, transformant en autant de dépossédés ou de prolétaires leurs propriétaires individuels.

Il s'agit ici des artisans, dépossédés de leur outil de travail et rejetés dans le prolétariat, devenu, lui-même, un simple moyen de production.

Mais ce n'est pas seulement parmi ces humbles travailleurs manuels que vous voyez s'accomplir l'œuvre d'expropriation. Les fabricants proprement dits ne sont pas davantage épargnés. C'est toujours à M. de Foville que j'emprunte

mes chiffres. Bien que les métiers mécaniques se soient extraordinairement multipliés, — 184.800 en 1885, contre 132.100 en 1873, — les tissages et filatures sont tombés dans la même période de 5.464 à 4.434, savoir :

Coton, 945 établissements au lieu de 1.048;

Laine, 1.882 établissements au lieu de 2.520;

Soie, 1.172 établissements au lieu de 1.182;

Lin, chanvre et jute, 435 établissements au lieu de 714.

Plus de mille usines ont sombré, soit près de 20 p. 1,000.

Ces statistiques ne vous suffisent-elles pas ? En voici d'autres, plus officielles encore, fournies, celles-là, par le *Bulletin de statistique et de législation comparées*, de décembre 1895.

Il s'agit de l'industrie sucrière, et la direction générale des contributions indirectes nous apprend :

1° Que de 1881-1882 à 1894-1895 les chevaux-vapeurs employés ont passé de 41.871 à 54.674 et le rendement en sucre obtenu de 335.575.713 kg. à 704.454.108 kg., soit une augmentation de la production de 110 p. 100;

2° Que dans le même temps, le nombre des fabriques est descendu de 486 à 367; en diminution de 25 p. 100.

Voilà qui est catégorique, ce me semble. Après l'artisan exproprié par l'outillage mécanique, ce sont les détenteurs de cet outillage, les capitalistes eux-mêmes, qui se voient dépossédés à leur tour, les petits et les moyens sont mangés par les plus gros. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Passons à d'autres chiffres visant, ceux-ci, les patentés. C'est encore votre *Bulletin de statistique et de législation comparées* qui, dans son numéro de février 1895, va conclure pour nous et contre vous.

D'après la direction générale des contributions directes, voici dans quelles proportions a diminué, pendant les vingt dernières années, le total des patentés de l'industrie française; remarquez que la diminution est constante, elle ne souffre pas une seule exception :

Patentés de l'industrie :

En 1873, 222.056; en 1880, 221.566; en 1881, 204.107; en 1885, 196.777; en 1891, 194.408; en 1892, 193.791; en 1893, 193.031; en 1894, 192.787.

C'est, entre 1873 et 1894, une différence en moins de 29.269, quelque chose comme 14 p. 100. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Comment se résoudra le problème, me demandiez-vous :

voyez-vous maintenant comment il est en train de se résoudre ? (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

Tous ces dépossédés d'hier, d'aujourd'hui et de demain, rejetés dans le prolétariat et qui y arrivent non plus avec la servitude héréditaire, non plus avec l'habitude de la misère, mais avec le souvenir et le regret du bien-être qu'ils ont connu, au moins relativement, ceux-là n'acceptent pas, n'accepteront jamais votre société comme une société définitive. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*); ceux-là, ils vous ont entendu dire que, sans propriété, il n'y avait pas de liberté, et ils veulent devenir ou redevenir propriétaires. Mais leur propre expérience leur a appris que ce n'est plus sous l'ancienne forme, la forme individuelle, qu'ils peuvent rentrer en possession ; ils savent que leur petite usine fermée ne se rouvrira plus, que leur métier à bras brisé ne ressuscitera pas et qu'il n'y a plus pour eux qu'un moyen de cesser d'être prolétaires, c'est de devenir les copropriétaires de tout l'outillage de France, repris par la nation. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*) Les voilà devenus socialistes, collectivistes. C'est notre armée, elle augmente tous les jours, c'est la marche même de votre régime capitaliste qui nous la recrute ; et comme vous lui avez mis dans la main le suffrage universel et que vous n'êtes pas de taille à le lui reprendre... (*Mouvements divers.*)

M. Adrien Lannes de Montebello. — Personne de nous n'en a l'intention.

M. Alicot. — Personne n'y songe.

Jules Guesde... rien que par cette arme légale, elle deviendra fatalement et avant peu maîtresse du pouvoir, maîtresse de la République, et alors, non plus au bénéfice de quelques agioteurs, mais au bénéfice de l'ensemble des travailleurs, elle procèdera comme il a été procédé à la fin du siècle dernier par cette Révolution dont vous essayez de vous couvrir : elle déclarera biens nationaux les chemins de fer, les mines, les usines... (*Applaudissements à l'extrême gauche*) la grande propriété terrienne, tout ce qui, en un mot, est devenu le monopole d'une minorité oisive, qui représente non pas l'intérêt de la nation, mais l'exploitation de la nation. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*)

Ai-je été clair, Monsieur Aynard ?

M. Edouard Aynard. — Oui !

Jules Guesde. — S'il vous fallait d'autres renseignements, je suis à vos ordres. (*Rires à l'extrême gauche.*)

M. le comte de Saint-Quentin. — Cela suffit.

Gérault-Richard. — Dites-leur à quelle époque se fera la révolution, pour qu'ils fassent leurs malles. (*Nouveaux rires à l'extrême gauche. — Rumeurs sur divers bancs.*)

M. le président. — Je ne puis pas tolérer de pareilles paroles ; elles sont inconvenantes. (*Très bien ! très bien !*)

A l'extrême gauche. — Cela ne fait mal à personne !

M. Edouard Aynard. — A côté du philosophe, il y a le réaliste ; il est bon de le connaître. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. Henry Boucher, *ministre du Commerce et de l'Industrie.* — C'est la traduction en langage vulgaire.

M. le duc de Rohan. — C'est la pensée.

M. Paul Deschanel. — Vous voyez, monsieur Guesde, la traduction qu'on fait de vos paroles ici même !

Gérault-Richard. — C'était une plaisanterie.

M. le président. — Je vous répète que vous ne devez pas parler ainsi. Ce n'est pas conforme à la courtoisie que l'on doit toujours observer entre collègues. (*Très bien ! très bien !*)

Jules Guesde. — Un dernier mot relativement à la question particulière à laquelle je viens de répondre. Je vous ai rappelé que nous avions une solution, vous la connaissez, elle est connue du monde ouvrier tout entier ; c'est autour d'elle que se groupent des millions et des millions de prolétaires. Pour nous combattre, pour faire faire à la société qui vous tient à cœur l'économie d'une révolution, il fau-

drait au moins nous opposer quelque chose. Or, nous attendons toujours, je ne dis même pas votre moyen d'affranchir ou de sortir de leur enfer les damnés de l'heure présente. (*Exclamations au centre et à droite. Applaudissements à l'extrême gauche*), mais que vous nous indiquiez seulement comment vous pourrez empêcher de tomber dans cet enfer social ceux qui sont encore sur le bord.

Comment allez-vous, je le répète, non pas même libérer les prolétaires d'aujourd'hui, mais simplement empêcher de verser dans le prolétariat de demain la classe moyenne, la petite bourgeoisie, celle dont vous vous faites un bouclier lorsque vous marchez contre nous ?

Comment allez-vous empêcher le petit commerce de disparaître jusqu'à la dernière boutique sous la concurrence des grands bazars ?

Comment allez-vous empêcher le paysan, écrasé par l'usure, par le fisc, par l'hypothèque, d'être finalement arraché à son lopin de terre par l'envahissement de la nouvelle féodalité foncière et par l'impossibilité où il se trouve de plus en plus d'apporter sur le marché des produits qui ne soient pas grevés d'un prix de revient plus considérable que les produits de la grande culture, qu'elle soit française, indienne ou américaine ?

Contre l'imminence de ces nouvelles catastrophes, vous n'avez rien, vous ne proposez rien ! Non seulement vous ne pouvez pas sauver les naufragés d'hier, mais vous êtes incapables de retenir sur la rive ceux dont le naufrage est encore à venir.

Vous n'avez à votre service que des mots, de la métaphysique libertaire ! (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Sourires au centre et à droite*).

A droite. — Eh bien ! et vous ?

Jules Guesde. — Vous n'apportez rien, et c'est pourquoi, si nombreux que vous soyez encore, vous êtes nécessairement impuissants contre la minorité socialiste d'aujourd'hui. Ce n'est pas notre nombre qui fait notre force, c'est que nous sommes les seuls qui, dans la tempête présente, montrions à l'humanité un abri — et un abri dès demain. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rires ironiques au centre et à droite.*)

M. Charles Ferry. — C'est de la prophétie cela ! Ce n'est plus de la politique ?

Jules Guesde. — Mais enfin, messieurs, il est bien simple de nous en remettre encore une fois aux chiffres. Je croyais que depuis quelques années, c'étaient les voix socialistes qui allaient *crescendo* dans le pays et que par suite les voix conservatrices, monarchiques ou républicaines, étaient en baisse.

Me serais-je donc trompé ? Est-ce que les socialistes seraient plus rares dans cette Chambre que dans la précédente ? S'il en est ainsi, vous avez raison ; je conviens que c'est à vous que l'on va et qu'on se retire de nous. Mais si nous sommes plus nombreux, c'est à nous que l'on vient, et c'est vous que l'on abandonne. Vous en êtes persuadés d'ailleurs.

Est-ce que nous pourrions, sans cela, exposer avec cette liberté nos idées à cette tribune ? *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Dénégations et interruptions au centre.)*

M. Charles Ferry. — Nous sommes plus tolérants que cela !

Au eentre. — Nous aimons la liberté plus que vous.

Jules Guesde. — C'est parce que vous sentez que le socialisme n'est plus seulement une opinion, qu'il est devenu une force, un parti vers lequel les yeux se tournent de plus en plus, et dans les centres industriels et dans les milieux ruraux. Oui, c'est pour cela, encore une fois, que vous lui faites place ! une place de plus en plus large dans vos débats. Il s'impose à vous ! *(Applaudissements à l'extrême gauche. — Mouvements divers).*

. . . .

. . . . . Malgré ma fatigue et la vôtre, laissez-moi, messieurs, vous demander encore quelques minutes d'attention, car je ne voudrais pas qu'on puisse dire, ni ici ni ailleurs, que des objections ont été faites à l'idée ou au parti collectiviste sans qu'à ces objections nous ayons répondu pleinement et complètement.

M. de Mun m'a, par quatre fois différentes, demandé ce que « gagneraient » — c'est son expression — les travailleurs d'aujourd'hui à la transformation socialiste que nous poursuivons. M. Labat, d'autre part, a fait remarquer que je n'avais pas répondu à la question qui m'avait été posée au sujet de la répartition possible des travailleurs dans les dif-

férentes spécialités, étant donnée la société nouvelle qui est notre but.

Je veux, pour agrandir la cible que nous offrons à nos adversaires, pour qu'ils puissent nous atteindre plus à fond, non seulement dans notre présent, mais dans notre avenir, je veux fournir une double réponse à ce double point d'interrogation.

Ce que les travailleurs auront à « gagner » à la société collectiviste, c'est d'abord de n'être plus des prolétaires, ne vivant et n'étant admis à vivre que dans la mesure où leur force-travail est indispensable au capital pour donner lieu au profit ; c'est de devenir leurs propres maîtres, des souverains économiques, comme le suffrage universel en a fait, au moins de nom, des souverains politiques ; c'est d'être en République sociale, au lieu d'être en monarchie patronale ; c'est de faire eux-mêmes leurs règlements d'atelier, la loi intérieure du travail ; c'est d'élire leurs contremaîtres, leurs directeurs de travaux. *(Mouvements divers. — Applaudissements à l'extrême-gauche)*, au lieu d'avoir à subir les représentants d'une volonté étrangère.

Il me semble qu'à ce point de vue déjà, l'état social de demain différera sensiblement de l'état social d'aujourd'hui.

Une autre conséquence de la transformation collectiviste, c'est que tous les perfectionnements mécaniques, toutes les découvertes scientifiques et leurs applications, au lieu de chasser de l'atelier des hommes qui n'ont que leur travail pour vivre, au lieu de mettre hors du travail et de la vie des travailleurs par centaines de mille, ne mettront plus dehors que des heures de travail. C'est qu'au lieu d'avoir à maudire le progrès industriel, qui se retourne aujourd'hui contre eux pour les affamer, les travailleurs béniront, appelleront les machines qui leur apporteront, avec la diminution de l'effort, une augmentation de produits. Plus de chômages — qui sont autant de famines — mais des loisirs dans l'abondance, parce que l'outillage perfectionné, automatisé, devenu leur propriété, ne fera qu'accroître le champ de leur consommation. *(Applaudissements à l'extrême-gauche.)*

Comme troisième conséquence, aux salaires d'aujourd'hui s'ajouteront les profits qui, à l'état de produits, resteront aux producteurs.

Je vous ai prouvé, par une statistique portant sur la production manufacturière des Etats-Unis, que les profits représentent une somme au moins équivalente aux salaires additionnés ; que, tous frais déduits, c'est de 50 0/0 en

moyenne que les prolétaires sont actuellement dépouillés des richesses qui sont leur œuvre. Par conséquent il suffira que les moyens de production cessent d'être individualisés, qu'ils soient la propriété collective ou commune de l'ensemble des travailleurs, pour que ceux-ci voient leur part augmenter de la part qui actuellement va au capital. Mais cette part, ainsi doublée, sera encore accrue par la simplication du mécanisme de la production.

Que de faux frais, que de gaspillage dans la période de concurrence ou d'anarchie que nous traversons ! Que d'efforts perdus dans ces ateliers parcellaires et multiples constitués les uns contre les autres ! Quelle économie, par suite, dans la société de demain, du seul fait de la production unifiée ! (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Pourquoi actuellement, la grande usine fait-elle fermer la petite usine ? Pourquoi la grande industrie tue-t-elle la moyenne industrie ? Pourquoi les grands magasins, comme le Louvre et le Bon Marché, écrasent-ils les petites boutiques ? Parce que leurs frais généraux, répartis sur une quantité de marchandises de plus en plus considérable, arrivent à réduire ces frais de revient et ces frais de vente dans des proportions contre lesquelles ne saurait prévaloir aucune mesure fiscale.

Eh bien, le même dégrèvement, qui s'opère actuellement sur les produits de la grande industrie et sur les marchandises des grands magasins, se produira — accentué encore — sur les produits sociaux et les marchandises sociales. Il y aura, de ce chef encore, une économie considérable, une économie qui viendra en augmentation de la part du produit du travail qui restera entre les mains des travailleurs.

Et je laisse de côté toutes les dépenses de réclame, d'annonces, d'affichage, de courtage, etc., qui ne correspondent à aucune utilité sociale, qui ne servent qu'à la chasse à la clientèle, qu'à faire passer l'argent de Pierre dans la poche de Jean, ce que M. Drumont et M. d'Hugues tiennent pour un mal juif, alors qu'il est un attribut de la société capitaliste.

M. Marcel Habert. — Ils ont bien un peu raison.

Jules Guesde. — Tous ces millions, détournés et absorbés par l'agiotage et la spéculation la plus scandaleuse, viendront encore s'ajouter au bien-être des travailleurs, alors que le travail actuel doit subvenir non seulement aux

appétits de la minorité capitaliste, mais aux besoins des parasites de tout ordre qui vivent sur cette minorité, à commencer par les deux millions de domestiques des deux sexes qui consomment sans produire. (*Très bien! très bien! à l'extrême-gauche.*)

On trouvera enfin dans le transfert au travail utile de cette masse improductive d'employeurs et d'employés une nouvelle source de richesse, de nouveaux moyens de jouissance pour l'ensemble de la société. (*Applaudissements à l'extrême-gauche. — Mouvements divers.*)

J'arrive à la répartition du travail dans la société telle que nous la comprenons.

M. Labat qui s'imaginait nous embarrasser, a dû commencer par reconnaître que la répartition dans la société actuelle était défectueuse au possible ; il l'a même donnée pour la principale raison de ce qu'il a appelé le malaise social, sans avoir l'air de comprendre qu'il y avait là un effet inévitable du régime du laissez-faire, laissez-passer, dont, par une étrange contradiction, il se constituait l'apologiste.

C'est, vous a-t-il dit, 75 à 80 p. 100 d'individus qu'il faudrait avoir à la culture du sol contre 20 à 25 p. 100 employés dans l'industrie, pour arriver à une bonne répartition. Et en même temps qu'il se plaignait que ce fût l'inverse qui existât présentement, il nous a demandé comment pourraient s'effectuer les travaux moins attrayants ou plus pénibles dans le nouvel état de choses et où nous trouverions les travailleurs pour les tâches sacrifiées.

Mais d'abord ces tâches sont aujourd'hui accomplies. Ces travailleurs — impossible à recruter — existent; ils sont dans la mine, dans la verrerie, dans les hauts-fourneaux, et je ne m'explique pas très bien qu'ils s'évanouissent demain parce que, par suite de la transformation sociale, au lieu d'être limités au salaire de famine d'aujourd'hui, ils auront à toucher leur salaire actuel, plus le profit servi à l'heure présente à leurs employeurs, et parce que, au lieu de travailler douze heures comme aujourd'hui, ils n'auront qu'à en fournir six ou même moins, par suite de l'accession à la production de tous les membres valides de la société. Plus de métallurgistes, plus de verriers, plus de mineurs, parce que la nouvelle société se présente à eux avec une diminution de l'effort à faire et une rémunération accrue ! Ce n'est vraiment pas sérieux.

On m'objectera peut-être alors : vous les avez aujour-

d'hui. Mais plus tard? Au fur et à mesure que la société nouvelle aura créé l'homme nouveau, l'aura développé cérébralement, scientifiquement, des répugnances surgiront à l'égard de certains travaux qui trouvent actuellement des travailleurs parce que ceux-ci sont talonnés par la faim. Le jour où le fouet de la faim ne les conduira plus, ils reculeront devant ce qu'il leur faut subir présentement.

Soit ! Mais ne venez plus nous parler de liberté ouvrière, alors que vous êtes obligés de reconnaître que, n'était le besoin qui, comme un garde-chiourme, les pousse de force, malgré eux, dans certaines usines, ces usines resteraient désertes. (*Très bien! très bien! à l'extrême-gauche.*)

J'ajoute que vous oubliez que la machine est là et que, de plus en plus transformée, généralisée, perfectionnée, elle se chargera de ce qu'il peut y avoir de plus particulièrement répugnant. On peut, sans utopie, prévoir le moment — prochain — où le travail humain, le même dans toutes ses applications, se réduira à une simple surveillance. Cet avenir-là, je le répète, ne saurait être éloigné. Mais d'ici-là — je vais donner satisfaction à M. Aynard — c'est à la loi de l'offre et de la demande, dépouillée, par le milieu nouveau, de ses effets liberticides, que nous nous adresserons pour la libre répartition des producteurs entre les diverses et inégales branches de la production.

Supposez que la journée sociale de travail soit, dans la société collectiviste, de six heures. Le rappel des travailleurs est battu, pour les champs à mettre en culture comme pour les mines à épuiser de leur charbon. Si le travail de la mine est tenu pour un surtravail, tout le monde se portera vers les champs : pas de mineurs !

Qu'est-ce que cela voudra dire? C'est que six heures de travail souterrain ne correspondent pas à six heures du travail au grand air ; qu'il y a lieu, pour recruter les travailleurs nécessaires, de réduire à cinq heures, par exemple, la journée du houilleur. (*Interruptions au centre et à droite.*)

Je réponds sérieusement à une objection sérieuse ; je vous demande, messieurs, de me laisser continuer. (*Très bien! très bien! à l'extrême-gauche.*)

Si ces cinq heures ne suffisent pas pour peupler les fosses, s'il ne se présente pas un personnel suffisant pour l'extraction de la houille, c'est qu'il n'y a pas encore équivalence entre cinq heures de dessous et six heures de dessus, et voilà, par le seul fonctionnement de l'offre et de la demande, une nouvelle réduction qui s'impose, laquelle se

traduira, au contraire, en augmentation de la journée, au cas d'un afflux trop considérable de bras. Le jeu de l'offre et de la demande suffira à déterminer, sans arbitraire et sans violence, cette répartition qui vous paraissait tout à l'heure un problème insoluble.

Mais je vais plus loin. En admettant que ni l'habitude déjà prise de la mine, ni le développement du machinisme, ni la loi de l'offre et de la demande fonctionnant dans un milieu d'hommes libres et ayant de quoi subsister, n'arrivent à assurer l'exécution de certains travaux dont personne ne voudrait, nous ne serions pas pour cela à bout de moyens, il nous resterait la réquisition. *(Exclamations au centre et à droite.)*

M. Marcel Habert. — La réquisition n'a rien d'extraordinaire, puisque les prestations existent toujours.

Paschal Grousset. — Et la vie de caserne !

Jules Guesde. — Mais entendons-nous, j'ai à dessein employé cette expression parce que j'étais sûr des exclamations qui devaient l'accueillir. Vous vous en emparez pour penser, sinon pour dire : « La voilà, la liberté en régime collectiviste ! »

Serait-ce donc nous qui avons inventé la réquisition ? Ne se trouve-t-elle pas dans vos codes ? *(Applaudissements à l'extrême-gauche.)* Si nous étions réduits à y avoir recours, nous ne ferions que vous emprunter un des rouages de la société actuelle. Mais je me hâte de dire que la réquisition de demain ne ressemblerait en rien à la réquisition d'aujourd'hui, en ce sens qu'au lieu de peser sur quelques-uns elle serait répartie entre tous et, par suite, réduite à bien peu de chose pour chacun. Il y aurait un roulement *(Interruptions à droite et au centre)* établi entre tous les membres valides de la société, chargés, chacun à leur tour, et pour quelques instants, de pourvoir à ce qui serait une des conditions de l'existence sociale.

Vous avez bien le service militaire, qui nous confisque pendant des années : pourquoi n'aurions-nous pas notre service industriel, qui, lui, ne nous prendrait que quelques heures ? *(Mouvements divers.)*

J'ajoute que je suis loin de m'étonner que vous qui, dans cette Chambre, êtes comme M. Deschanel partisans à outrance du partage des produits, vous vous montriez moins

disposés à ce partage des besognes pénibles avec ceux que leur déshéritage du patrimoine commun de l'humanité oblige à les accomplir seuls aujourd'hui. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Dejeante. — Ils aiment mieux les produits que la besogne.

Jules Guesde. — Mais si je m'explique votre opposition, je sais également qu'elle n'existe pas dans l'immense majorité ouvrière, qui, elle, ne demande qu'à vous abandonner votre tour de garde, votre part de corvée. (*Très bien et rires à l'extrême-gauche.*)

On ne saurait plus, en tous cas, après mes explications, venir exciper devant les travailleurs de l'impossibilité de mettre en mouvement la société de demain, qui, si elle doit reporter sur la minorité privilégiée d'aujourd'hui une partie des charges sociales, justifiera pour eux le mot de Marx : « Ils n'ont à y perdre que leurs chaînes. » (*Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche*).

La fatigue m'oblige à descendre de la tribune (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Pithiviers. -- Imp. L. GAUTHIER

BIBLIOTHÈQUES SOCIALISTES A PRIX FIXES[1]

Bibliothèque à 12 francs

G. Deville. — *Principes socialistes*, 1 vol.
Georges Renard. — *Le régime socialiste*, 1 vol.
Jean Jaurès. — *Action socialiste* (1re série), 1 vol.
J. Destrée et É. Vandervelde. — *Le socialisme en Belgique*, 1 vol.
C. de Paepe. — *Les services publics*, 2 fortes brochures.
Henri Brissac. — *Pour et contre le collectivisme*.
É. Vandervelde. — *Les noces d'or du socialisme international.*

Bibliothèque à 25 fr. (française)

G. Deville. — *Capital de K. Marx*, *résumé*, 1 vol.
A Menger. — *Le droit au produit intégral du travail*, avec une préface de Ch. Andler, 1 vol.
É. de Laveleye. — *Le socialisme contemporain*, 1 vol.
A. Schaeffle. — *La quintessence du socialisme.*
G. Deville. — *Principes socialistes*, 1 vol.
G. Renard. — *Le régime socialiste*, 1 vol.
J. Destrée et É. Vandervelde. -- *Le socialisme en Belgique*, 1 vol.
Jean Jaurès. — *Action socialiste* (1re série), 1 vol.
Ch. Baggio. — *Catéchisme de l'ouvrier*.
Congrès général des organisations socialistes françaises (décembre 1899), 1 vol.
Recueil des lois ouvrières (Union des Syndicats du département de la Seine), 1 vol.

1. Ajouter 0 fr. 60 pour le port.

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION

17, rue Cujas, PARIS

BIBLIOTHÈQUES SOCIALISTES A PRIX FIXES[1]

Bibliothèque à 25 francs

(Française et Étrangère)

Gabriel Deville. — *Principes socialistes.*
Jean Jaurès. — *Action socialiste* (1re série).
J. Destrée et E. Vandervelde. — *Le socialisme en Belgique.*
Congrès général des organisations socialistes françaises (décembre 1899), 1 vol.
Recueil des lois ouvrières (Union des Syndicats du département de la Seine), 1 vol.

et l'un des groupes suivants :

Fabian Societey, Tracts and leaflets.
Forecasts of the coming century, by a decade of writers (W. Morris, R. Smart, etc.
Sidney Webb. — *Socialism in England.*
William Morris, h.-m. Hyndmann. — *A Summary of the principles of socialism.*
B. Potter. — *Th cooperative movement in Great Britain.*

Handbuch für Sozialdemokratische Waehler.
Bebel. — *Unsere Ziele.*
K. Kautsky. — *Das erfurter Programm.*
Protokolle der Parteitage zu Halle, Berlin, Koeln, Gotha, Hamburg, Stuttgart, Hannover.
E. Bernsteim. — *Die Voraussetzungen des Sozialismus.*
K. Kautsky. — *Bernstein und das sozial democratische Programm.*

La *Société nouvelle de librairie et d'édition* constituera par la suite de nouvelles Bibliothèques à prix fixes, où entreront les publications les plus récentes.

1. Ajouter 0 fr. 60 pour le port.


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 02 04 03 004 5